ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 5 Ἰανουαρίου **1956**	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	Ἀριθμὸς φύλλου **3**

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 3478.

Περὶ κυρώσεως τῆς Συμφωνίας τῶν Παρισίων τοῦ 1946 «περὶ τῶν Γερμανικῶν Ἐπανορθώσεων κλπ.».

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἡ περὶ τῶν ὑπὸ τῆς Γερμανίας καταβλητέων ἐπανορθώσεων, ἱδρύσεως Διασυμμαχικοῦ Ὀργανισμοῦ Ἐπανορθώσεων καὶ ἀποδόσεως τοῦ νομισματικοῦ χρυσοῦ Συμφωνία, ἡ συναφθεῖσα ἐν Παρισίοις μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἀλβανίας, τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, τῆς Αὐστραλίας, τοῦ Βελγίου, τοῦ Καναδᾶ, τῆς Δανίας, τῆς Αἰγύπτου, τῆς Γαλλίας, τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας, τῆς Ἑλλάδος, τῶ Ἰνδιῶν, τοῦ Λουξεμβούργου, τῆς Νορβηγίας, τῆς Νέας Ζηλανδίας, τῶν Κάτω Χωρῶν, τῆς Τσεχοσλοβακίας, τῆς Νοτιοαφρικανικῆς Ἑνώσεως καὶ τῆς Γιουγκοσλαυΐας, καὶ ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἡ ἰσχὺς τῆς Συμφωνίας ταύτης ἄρχεται κατὰ τὰ προβλεπόμενα ἐν ἄρθρῳ 1 τοῦ τετάρτου Μέρους αὐτῆς.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Δεκεμβρίου 1955

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ **ΣΠ. ΘΕΟΤΟΚΗΣ**

ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΥΦΥΡΓΟΣ **ΛΕΩΝ. ΔΕΡΤΙΛΗΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Δεκεμβρίου 1955

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Κ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ

ACCORD
CONCERNANT LES REPARATIONS A RECEVOIR DE L'ALLEMAGNE, L'INSTITUTION D'UNE AGENCE INTERALLIEE DES REPARATIONS ET LA RESTITUTION DE L'OR MONETAIRE.

Les Gouvernements de l'Albanie, des Etáts-Unis d'Amérique, de l'Australie, de la Belgique, du Canada, du Danemark, de l'Egypte, de la France, du Royaume-Uni de Grande Bretagne, et d'Irlande du Nord, de la Grèce, de l'Inde, du Luxembourg, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Tchécoslovaquie, de l'Union de l'Afrique du Sud et de la Yougoslavie, en vue de répartir équitablement entre eux le total des biens qui, conformément aux dispositions du présent Accord et aux dispositions convenues à Potsdam, le 1er août 1945, entre les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, sont ou seront déclarés disponibles au titre des réparations à recevoir de l'Allemagne (ci-après dénommées «réparations allemandes» en vue de créer une Agence Interalliée des Réparations et en vue d'établir une procédure équitable pour la restitution de l'or monétaire,

SONT convenus de ce qui suit :

PARTIE I.

Réparations allemandes.

Article Premier

Quotes-parts de réparations.

A. Les réparations allemandes (à l'exception des fonds qui doivent être alloués aux termes de l'article 8 de la Partie I du présent Accord) sont divisées en catégories de la façon suivante :

Catégorie A, comprenant toutes les formes de réparations allemandes à l'exception de celles comprises dans la catégorie B;

Catégorie B. comprenant tout l'outillage industriel et autres biens d'équipement en capital enlevés d'Allemagne, ainsi que les navires marchands et les bateaux de navigation intérieure.

B. Chaque Gouvernement signataire a droit, sur la valeur totale des biens de la catégorie A, ainsi que sur la valeur totale des biens de la catégorie B, aux pourcentages indiqués pour chacune de ces catagories dans les colonnes correspondantes du tableau ci-aprés.

TABLEAU DES PARTS.

Pays	Categorie A	Categorie B
Albanie	0,05	0,35
Etats-Unis d'Amérique	28,00	11,80
Australie	0,70	0,95
Belgique	2,70	4,50
Canada	3,50	1,50
Danemark	0,25	0,35
Egypte	0,05	0,20
Erance	16,00	22,80
Royaume-Uni	28,00	27,80
Grèce	2,70	4,35
Inde	2,00	2,90
Luxembourg	0,15	0,40
Norvège	1,30	1,90
Nouvelle-Zélande	0,40	0,60
Pays-Bas	3,90	5,60
Tchécoslovaquie	3,00	4,30
	92,70	90,30
Union de l'Afrique du Sud *	0,70	0.10
Yougoslavie	6,60	9,60
Total	100,00	100,00

C. Sous réserve des dispositions du paragraphe D ci-dessous, chaque Gouvernement signataire à le droit de recevoir ,sur l'ensemble des navires marchands, une part déterminée conformément aux dispositions de l'article 5 de la Partie I du présent Accord, à condition que la valeur des navires marchands qui lui sont attribués n'excède pas la valeur de la quote-part /à laquelle il a droit dans l'ensemble des biens de la catégorie B.

Sous réserve des dispositions du paragraphe D ci-dessous, chaque Gouvernement signataire a également le droit de recevoir une part, correspondant à ses droits dans l'ensemble des biens de la catégorie A, des avoirs allemands situés dans les pays qui sont demeurés neutres dans la guerre contre l'Allemagne.

La répartition entre les Gouvernements signataires des biens disponibles au titre des réparations allemandes, autres que les navires marchands, les bateaux de navigation intérieure et les avoirs allemands situés dans les pays qui sont demeurés neutres dans la guerre contre l'Allemagne, sera conforme aux principes énoncés à l'Article 4 de la Partie I du présent Accord.

D. Si un Gouvernement signataire reçoit une part supérieure à son pourcentage de certrains types de biens ressortissant soit à la catégorie A, soit à la catégorie B, ses droits sur d'autres types de biens de la même catégorie seront réduits de telle sorte que ce Gouvernement ne reçoive pas au total une part supérieure à ses droits dans l'ensemble des biens de cette categorie.

E. Aucun Gouvernement signataire ne peut recevoir une part supériure à ses droits, soit dans l'ensemble des biens de la catégorie A, soit dans l'ensemble des biens de la categorie B, en renonçant à une fraction quelconque de sa quote-part dans l'ensemble des biens de l'autre catégorie ; toutefois ,en ce qui concerne les avoirs allemands de caractère ennemi soumis à la juridiction d'un Gouvernement signataire, ce Gouvernement a le droit d'imputer, soit sur les biens à recevoir de la catégorie A, soit sur les biens à recevoir de la ctégorie B, soit pour partie sur les biens de l'une et l'autre catégories, l'excès de tels avoirs sur sa quote-part de l'ensemble des avoirs allemands de caractère ennemi soumis à la juridiction des Gouvernements signataires, telle qu'elle est fixée pour l'ensemble des biens de la catégorie A.

F. L'Agence Interalliée des Réparations qui doit être instituée conformément à la Partie II du présent Accord, débitera le compte réparations de chacun des Gouvernements signataires des avoirs allemands soumis à la juridiction, en répartissant les débits sur une période de cinq ans. Les débits portés en compte à la date de l'entrée en vigueur du présent Accord ne doivent pas être inférieurs à 20 p. 100 de la valeur nette de ces avoirs (définie à l'article 6 de la Partie I du présent Accord), selon l'estimation qui en sera faite à cette date; au début de la deuxième année, ils ne devront pas être inférieurs à 33 1|3 p. 100 du solde

* Le Gouvernement de l' Afrique du Sud s' est engagé à renoncer à ses droits dans la mesure qui sera nécessaire pour ramener sa quote-part dans la catégorie B à 0.1%, mais ce Gouvernement aura le droit, lorsqu' il disposera des avoirs allemands de caractère ennemi se trouvant dans les territoires soumis à sa juridiction, d' imputer le montant de la valeur nette de ces avoirs sur sa quote-part dans la catégorie A et sur une quote-part de 1% dans la catégorie B.

selon l'estimation qui en sera faite à cette date; au début de la cinquième année, ils ne devront pas être inférieurs à 90 p. 100 du solde, selon l'estimation qui en sera faite à cette date et, à la fin de la cinquième année, ils seront égaux au solde du montant total effectivement réalisé.

G. Les dérogatoins suivantes aux dispositions des paragraphes D et E ci-dessus sont applicables au cas d'un Gouvernement signataire, dont les droits dans l'ensemble des biens de la catégorie B sont inférieurs aux droits dans l'ensemble des biens de la catégorie A :

i) L'attribution de navires narchands à un Gouvernement se trouvant dans cette situation de doit pas réduire ses droits sur d'autres types de biens de la catégorie B, sauf dans la mesure où de telles attributions dépassent en valeur le chiffre obtenu en appliquant à la valeur totale des navires marchands le pourcentage auquel a droit ce Gouvernement dans l'ensemble des biens de la catégorie A.

ii) Si la valeur des avoirs allemands soumis à la juridiction d'un Gouvernement se trouvant dans la même situation excède sa quote-part dans l'ensemble des avoirs allemandes soumis à la juridiction des Gouvernements signataires, telle qu'elle résulte du pourcentage qui lui est attribué dans l'ensemble des biens de la catégorie A, la différence sera imputée en premier lieu sur la fraction additionnelle du pourcentage auquel ce Gouvernement aurait droit dans l'ensemble des biens de la catégorie B, si l'on appliquait le pourcentage auquel il a droit dans l'ensemble des biens de la catégorie A aux formes de réparations prévues dans la catégorie B.

H. Si un Gouvernement signataire renonce à la totalité ou à une fraction de ses droits dans l'ensemble des réparations allemandes, tels qu'ils sont indiqués au Tableau des parts ci-dessus, ou si ledit Gouvernement se retire de l'Agence Interalliée des Réparations à une époque où tout ou partie de ses droits dans les réparations allemandes n'ont pas été couverts, la part ou fraction de part à laquelle il renonce, ou qui lui reste due au moment de son retrait, sera répartie entre les autres Gouvernements signataires au prorata de leurs propres pourcentages.

Article 2.

Règlement des créances sur l'Allemagne.

A. Les Gouvernements signataires conviennent entre eux que leurs quotes-parts respectives de réparations, telles qu'elles sont fixées par le présent Accord, doivent être considérées par chacun d'eux comme couvrant toutes ses créances et celles de ses ressortissants sur l'ancien Gouvernement allemand et les Agences gouvernementales allemandes, créances qui ne font pas expressément l'objet d'autres dispositions, créances de caractère public ou privé, issues de la guerre, y compris le coût de l'occupation allemande, les avoirs en compte de clearing acquis pendant l'occupation et les créances sur les Reichskreditkassen.

B. Les dispositions du paragraphe A ci-dessus ne préjugent pas :

i) La détermination, en temps utile, de formes, dela durée ou du montant total des réparations à effectuer par l'Allemagne;

ii) Le droit que chacun des Gouvernements signataires peut avoir en ce qui concerne le règlement définitif des réparations allemandes;

iii) Toutes revendications d'ordre politique, territorial ou autre, qu'un Gouvernement signataire pourra présenter à propos du règlement dela Paix avec l'Allemagne.

C. Nonobstant les dispositions du paragraphe A ci-dessus, le présent Accord doit être considéré comme n'affectant pas :

i) L'obligation qui incombe aux Autorités allemandes compétentes d'assurer ultérieurement le payement des dettes de l'Allemagne et de ses ressortissants, résultant de contrats et autres obligations qui étaient en vigueur, ainsi que de droits qui étaient acquis, avant que l'état de guerre existât entre l'Allemagne et le Gouvernement signataire intéressé ou avant l'occupation par l'Allemagne du pays intéressé, selon que l'un ou l'autre événement est survenu le plus tôt;

ii) Les créances d'institutions d'Assurances sociales des Gouvernements signataires ou de leurs ressortissants sur les institutions d'assurances sociales de l'ancien Gouvernement allemand;

iii) Les billets de banque de la Reichsbank et de la Rentenbank, étant entendu que leurs réalisation ne peut avoir pour conséquence de diminuer indûment la masse des réparations et ne pourra s'effectuer qu'avec l'accord du Conseil de Contrôle en Allemagne.

D. Nonobstant les dispositions du paragraphe A du présent article, les Gouvernements signataires conviennent, pour autant que la question les concerne, que le Gouvernement Tchécoslovaque sera habilité à tirer sur le compte Giro de la Banque nationale de Tchécoslovaquie à la Reichsbank, dans le cas où telle mesure serait décidée par le Gouvernement tchécoslovaque et approuvée par le Conseil de Contrôle en Allemagne, en rapport avec le mouvement de Tchécoslovaquie vers l'Allemagne d'anciens ressortissants tchécoslovaques.

Article 3

Renonciation aux créances sur les biens attribués au titre des réparations.

Chacun des Gouvernements signataires s'engage à ne pas faire valoir, ni porter devant des tribunaux internationaux, ni soutenir par une action diplomatique des réclamations présentées en son nom ou au nom de personnes ayant droit à sa protection, contre tous autre Gouvernement signataire ou ses ressortissantt, relatives à des biens reçus par ce Gouvernement au titre des réparations avec l'approbation du Conseil de Contrôle en Allemagne.

Article 4

Principes généraux pour la réparation de l'outillage industriel ou d'autres biens d'équipement en capital.

A. Aucun Gouvernement signataire ne devra demander l'attribution, dans sa part de réparations, d'outillage industriel ou d'autres biens d'équipement en capital enlevés d'Allemagne si ce n'est aux fins d'utilisation sur son propre territoire, ou, en dehors de son territoire, par ses propres nationaux.

B. En soumettant leurs demandes à l'Agence Interalliée des Réparations, les Gouvernements signataires s'efforceront de présenter des programmes d'ensemble comprenant des groupes de biens connexes plutôt que des demandes visant des biens isolés ou de petits groupes de biens. Il est reconnu que l'activité du Secrétariat de l'Agence sera d'autant plus efficace que les programmes que lui présenteront les Gouvernements signataires auront davantage le caractère de programmes d'ensemble.

C. Pour l'attribution des biens déclarés disponibles pour les réparations, autres que les navires marchands, les bateaux de navigation intérieure et les avoirs allemands dans les pays qui sont demeurés neutres au cours de la guerre contre l'Allemagne, l'Agence Interalliée des Réparations s'inspirera des principes généraux suivants :

i) Tout bien ou groupe de biens connexes, dans lesquels un pays demandeur possède des intérêts financiers substantiels antérieurs à la guerre, doit être attribué à ce pays, s'il le désire. Dans le cas où deux ou plusieurs pays possèdent des intérêts substantiels de cette nature, dans un bien ou un groupe de biens définis, l'attribution doit se faire en tenant compte des critères énoncés ci-après :

ii) Dans le cas de demandes concurrentes, si l'attribution n'est pas déterminée par les dispositions du paragraphe (i), il sera fait état, entre autres facteurs pertinents, des considérations suivantes :

a) Le dégré d'urgence du besoin qu'a chaque pays demandeur de disposer du bien ou des biens disponibles pour remettre en état, reconstruire ou d'une manière générale restaurer son économie nationale dans sa pleine activité;

b) La mesure dans laquelle le bien, ou les biens remplaceraient des biens détruits, endommagés ou ayant fait l'objet de spoliations pendant la guerre, ou des biens qui doivent être remplacés à la suite d'usure anormale due à la production du temps de guerre, et qui sont susceptibles de jouer un rôle important dans l'économie du pays demandeur;

c) Le rôle du bien ou des biens dont il s'agit dans le cadre général de l'économie d'avant-guerre du pays demandeur et dans les programmes établis en vue de l'ajustement et du développement de son économie d'après-guerre;

d) Les demandes des pays dont les quotes-parts de réparations sont faibles, mais qui ont besoin de certains biens ou catégories de biens nettement déterminés;

iii) Les programmes d'attribution devront conserver un équilibre raisonnable entre les différents ayants droit en ce qui concerne la fraction déjà satisfaite de leurs quotes-parts respectives, sous réserve des exceptions temporaires qui peuvent se justifier par les considérations du paragraphe (ii) (a) ci-dessus.

Article 5.

Principes généraux pour la répartition des navire marchands et des bateaux de navigation intérieure.

A. i) Les navires de commerce allemands disponibles pour répartition au titre des réparations entre les Gouvernements signataires seront répartis entre ceux-ci au prorata des pertes globales respectives de navires marchands, calculées en prenant comme base le tonnage brut, que les Gouvernements signataires et leurs ressortissants ont subies par suite de faits de guerre. Il est reconnu que la cession de navires de commerce par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni à d'autres Gouvernements est effective sous réserve de telle approbation définitive par les organes législatifs de ces deux pays qui pourrait être nécessaire.

ii) Un Comité spécial, composé de représentants des Gouvernements signataires, sera constitué par l'Assemblée de l'Agence Interalliée des Réparations pour présenter des recommandations au sujet de la détermination de ces pertes et de l'attribution des navires de commerce allemands disponibles pour répartition.

iii) La valeur des navires de commerce allemands portée dans les comptes de réparations sera la valeur fixée par la Commission tripartite de la Marine Marchande sur la base des prix de 1938 en Allemagne, majorée de 15 p. 100 et avec application d'un coefficient de dépréciation.

B. En raison du fait reconnu que certains pays ont particulièrement besoin de bateaux de navigation intérieure, la répartition de ces bateaux sera confiée à un Comité spécial constitué par l'Assemblée de l'Agence Interalliée des Réparations dans les cas où des bateaux de navigation intérieure deviendraient disponibles ultérieurement au titre des réparations pour les Gouvernements signataires. L'évaluation des bateaux de navigation intérieure sera faite sur la base adoptée pour la marine marchande ou sur une base équitable en rapport avec elle.

Article 6.

Voirs allemands à l'étranger.

A. Chacun des Gouvernements signataires, par les méthodes de son choix, retiendra les avoirs allemands ennemis se trouvant dans les territoires soumis à sa juridiction, ou en disposera, de telle manière qu'ils ne puissent redevenir propriété allemande ou retomber sous contrôle allemand, et imputera sur sa quote-part de réparations les avoirs dont il s'agit (nets d'impôts arrierés, privilèges et frais de gestion, et libres de toutes autres charges in rem grevant des éléments déterminés de ces avoirs ainsi que de tous droits contractuels légitimes à l'égard des anciens propriétaires allemands de ces avoirs).

B. Les Gouvernements signataires communiqueront à l'Agence Interalliée des Réparations toutes les informations que celle-ci demandera sur le montant de ces avoirs et sur les produits périodiquement réalisés par la liquidation desdits avoirs.

C. La propriété ou le contrôle des avoirs allemands se trouvant dans les pays restés neutres pendant la guerre contre l'Allemagne sera retiré à l'Allemagne. Ces avoirs seront liquidés ou il en sera disposé, conformément aux décisions que peuvent prendre les Etats-Unis d'Amérique, la France et le Royaume-Uni en exécution d'accords que ces Puissances négocieront avec les pays neutres; le produit net de la liquidation ou des actes de disposition de ces avoirs sera mis à la disposition de l'Agence Interalliée des Réparations pour être réparti au titre des réparations.

D. Dans l'application des dispositions du paragraphe A ci-dessus, les avoirs qui étaient la propriété d'un pays membre des Nations Unies ou d'une personne ressortissant de ce pays et non de l'Allemagne au moment de l'annexion ou de l'occupation de ce pays par l'Allemagne ou de son entrée en guerre, ne seront pas imputés à son compte de réparations, étant entendu que la disposition qui précède ne préjuge aucune des questions qui pourraient se poser au sujet d'avoirs qui n'étaient pas la priopriété d'un ressortissant du pays en question au moment de l'annexion ou de l'occupation de ce pays par l'Allemagne ou de son entrée en guerre.

E. Les avoirs allemands de caractère ennemi à imputer sur les quotes-parts de réparations devront inclure les avoirs qui sont en réalité des avoirs allemands de caractère ennemi, même si le propriétaire apparent de tels avoirs n'est pas un allemand de caractère ennemi.

Chaque Gouvernement signataire, si ce n'est déjà fait, devra promulguer des textes législatifs et prendre toutes autres mesures appropriées pour annuler tous les transferts effectués après l'occupation de son territoire ou son entrée en guerre, dans l'intention frauduleuse de dissimuler des intérêts allemands de caractère ennemi et de les soustraire aux effets des mesures de contrôle sur les intérêts allemands de caractère ennemi;

F. L'Assemblée de l'Agence Interalliée des Réparations constituera un Comité d'Experts en matière de séquestre de biens ennemis en vue de résoudre les difficultés pratiques de droit et d'interprétation qui pourraient surgir. Le Comité devra veiller notamment à éviter tout ce qui pourrait avoir pour résultat le main-

tien de transactions fictives ou autres, destinées soit à favoriser des intérêts ennemis, soit à diminuer indûment la masse des biens susceptibles d'être affectée aux réparations.

Article 7

Approvisionnements capturés.

La valeur des approvisionnements et autres matériels susceptibles de servir à des usages civils, pris aux forces armées allemandes hors d'Allemagne et remis à des Gouvernements signataires, sera imputée sur leurs parts de réparations pour autant que ces approvisionnements et ces matériels n'auront pas été payés, ou bien remis en vertu d'autres arrangements ne prévoyant pas de contrepartie.

Il est reconnu que les transferts de tels matériels et approvisionnements par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni à d'autres Gouvernements sont soumis à telle approbation définitive par les organes législatifs de ces deux pays qui pourrait être nécessaire.

Article 8

Attribution d'une part des réparations aux victimes non rapatriables de l'action allemande.

Etant donné qu'un grand nombre de personnes ont souffert cruellement du fait des nazis et ont actuellement un besoin impérieux d'être aidées pour leur «réhabilitation», mais ne peuvent demander l'assistance d'aucun Gouvernement recevant des réparations de l'Allemagne, les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, en consultation avec le Comité Intergouvernemental des Réfugiés, établiront d'urgence un plan, agréé d'un commun accord, et ce sur les bases générales suivantes :

A. Une part des réparations, constituée par l'ensemble de l'or non monétaire trouvé en Allemagne par les forces armées alliées et par une somme complémentaire n'excédant pas 25 millions de dollars, sera affectée à la «réhabilitation» et au réétablissement des victimes non rapatriables de l'action allemande.

B. Cette somme de 25 millions de dollars sera prélevée sur le produit de la liquidation des avoirs allemands se trouvant dans les pays neutres et disponibles pour les réparations.

C. Les Gouvernements des pays neutres seront priés de rendre disponibles à cette fin (en sus de la somme de 25 millions de dollars), les avoirs dans lesdits pays appartenant à des victimes d'actes des nazis qui sont mortes depuis sans laisser d'héritiers.

D. Seules seront susceptibles d'être admises à bénéficier de l'assistance prévue par le plan dont il s'agit les personnes ainsi que leur famille et les personnes à leur charge—qui ont été réellement victimes des persécutions nazies et qui appartiennent aux catégories suivantes :

i) Réfugiés de l'Allemagne ou de l'Autriche national socialistes qui ont besoin d'assistance et ne peuvent pas être renvoyés dans leur pays dans un délai raisonnable par suite des conditions existantes;

ii) Ressortissants allemands et autrichiens résidant actuellement en Allemagne ou en Autriche, dans les cas exceptionnels où il est raisonnable, pour des considérations d'humanité, de les aider à émigrer et pourvu qu'ils émigrent effectivement dans un délai raisonnable;

iii) Ressortissants des pays antérieurement occupés par les Allemands qui ne peuvent pas être rapatriés, ou ne sont pas à même de l'être dans un délai raisonnable. Afin de réserver toute l'assistance aux réugiés les plus malheureux et les plus méritants, et d'exclure de son bénéfice les personnes dont la loyauté à l'égard des Nations Unies est, ou a été, douteuse, l'sssistance ne sera accordée aux ressortissants ou anciens ressortissants des pays antérieurement occupés que s'ils ont été internés dans des camps de concentration nazis ou dans des camps de concentration institués par des régimes subissant l'influence nazis, non compris les personnes qui n'ont été internées que dans des camps de prisonniers de guerre.

E. Les fonds rendus disponibles conformément aux paragraphes A et B ci-dessus seront gérés par le Comité Intergouvernemental des Réfugiés ou par un Organisme des Nartions Unies auquel les fonctions que le Comité Intergouvernemental exerce dans ce domaine pourront être transférées dans l'avenir. Les fonds rendus disponibles aux termes du paragraphe C ci-dessus seront gérés pour les fins générales visées par le présent article, conformément à un programme de gestion qui sera établi par les cinq Gouvernements ci-dessus.

F. L'or non monétaire trouvé en Allemagne sera mis à la disposition du Comité Intergouvernemental des Réfugiés aussitôt que le plan aura été élaboré.

G. Le Comité Intergouvernemental des Réfugiés aura le pouvoir d'assurer la réalisation des fins pour lesquelles le fonds est créé, par l'intermédiaire d'organismes d'exécution compétents de caractère public ou privé.

H. Les fonds seront employés non à indemniser des victimes individuelles, èais à faciliter la «réhabilitation» ou le réétablissement des personnes appartenant aux catégories bénéficiaires de l'assistance.

I. Aucune disposition du présent article ne sera considérée comme préjugeant les réclamations que des réfugiés pourront être fondés à présenter à titre individuel à un Gouvernement allemand futur, sauf dans la mesure où ces réfugiés ont bénéficié des ressources prévues aux paragraphes A et C ci-dessus.

PARTIE II

Agence interalliée des réparations.

Article premier

Constitution de l'agence.

Les Gouvernements signataires du présent Accord établissent une Agence Interalliée des Réparations (ci-après appelée «l'Agence»). Chacun d'eux nomme un délégué à l'Agence et peut également nommer un délégué suppléant, lequel, en l'absence du délégué, a les fonctions et pouvoirs de celui-ci.

Article 2

Fonctions de l'Agence

A. L'Agence répartit entre le Gouvernements signataires les réparations allemandes conformément aux dispositions du présent Accord et de tous autres accords qui sont ou seront en vigueur entre les Gouvernements signataires. A cette fin, l'Agence est l'organe par lequel les Gouvernements signataires reçoivent les informations relatives aux présentations disponibles à titre de réparations et expriment leurs désirata en la matière.

B. L'Agence traite toutes questions concernant la restitution à un Gouvernement signataire d'un bien situé dans l'une des zones occidentales d'Allemagne, qui lui sont déférées par le Commandant en chef de cette zone (agissant pour le compte de son Gouvernement), en accord avec le ou les Gouvernements demandeurs, sans préjuger toutefois le règlement de ces questions entre les Gouvernements signataires intéressés, soit par voie d'accord, soit par une procédure arbitrale.

Article 3.

Organisation intérieure de l'Agence.

A. Les organes de l'Agence sont l'Assemblée et le Secrétariat.

B. L'Assemblée se compose des délégués; elle est présidée par le Président de l'Agence. Le Président de l'Agence est le délégué du Gouvernement français.

C. Le Secrétariat est sous la direction d'un Secrétaire général, assisté de deux Secrétaires généraux adjoints. Le Secrétaire général et les deux Secrétaires généraux adjoints sont nommés par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni. Le Secrétariat a un caractère international. Il agit pour le compte de l'Agence et non pour le compte des Gouvernements signataires pris individuellement.

Article 4

Fonctions du Secrétariat.

Les fonctions du Secrétariat sont les suivantes :

A. Etablir des programmes pour la répartition des réparations allemandes et les soumettre à l'Assemblée;

B. Tenir une comptabilité détaillée des biens disposnibles au titre des réparations allemandes et des biens répartis nà ce titre;

C. Etablir le budget de l'Agence et le soumettre à l'Assemblée;

D. Remplir telles autres fonctions administratives qui pourront être nécessaires.

Article 5.

Fonctions de l'Assemblée.

Sous réserve des dispositions des articles 4 et 7 de la Partie II du présent Accord, l'Assemblée fait les attributions au titre des réparations allemandes entre les Gouvernements signataires conformément sux dispositions du présent Accord et de tous autres accords qui sont ou seront en vigueur entre lesdits Gouvernements signataires. Elle approuve également le budget de l'Agence et remplit toutes autres fonctions compatibles avec les dispositions du présent Accord.

Article 6

Vote à l'Assemblée.

Sauf dispositions contraires du présent Accord, chaque délégué dispose d'une voix. Les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des votes exprimés.

Article 7

Recours contre les décisions de l'Assemblée.

A. Lorsque l'Assemblée n'a pas donné satisfaction à la demande d'un délégué tendant à faire attribuer un bien à son Gouvernement, l'Assemblée porte la question à l'arbitrage, si ce délégué en fait la requête, dans le délai prescrit par l'Assemblée. L'effet de ce recours à l'arbitrage est suspensif.

B. Les délégués des Gouvernements qui demandent un bien dont l'attribution est soumise à l'arbitrage en vertu du paragraphe A ci-dessus désignant un arbitre choisi parmi les autres délégués. Si l'accord ne peut se faire sur le choix de l'arbitre, le délégué des Etats-Unis d'Amérique assume les fonctions d'arbitre ou désigne un arbitre parmi les délégués dont les Gouvernements ne demandent pas le bien en question. Si le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est l'un des Gouvernements qui demandent le bien dont il s'agit, le Président de l'Agence désigne comme arbitre un délégué dont le Gouvernement n'est pas dans la même situation.

Article 8

Pouvoirs de l'arbitre

Lorsque la question de l'attribution d'un bien est déférée à l'arbitrage, conformément à l'article 7 de la Partie II du présent Accord, l'arbitre a le pouvoir d'attribuer, en dernier ressort, le bien en question à l'un des Gouvernements demandeurs. L'arbitre peut, s'il le juge bon, renvoyer au Secrétariat, pour examen supplémentaire, l'attribution du bien en question. Il peut aussi, s'il le juge bon, demander au Secrétariat de soumettre à nouveau l'attribution du bien en question à l'Assemblée.

Article 9

Dépenses.

A. Chaque Gouvernement paye les traitements et indemnités de ses délégués et du personnel de sa délégation.

B. Les dèpenses communes de l'Agence sont payées sur les fonds de l'Agence. Ces fonds sont fournis par chaque Gouvernements signataire pour les deux premières années à partir de l'établissement de l'Agence, proportionnellement à sa quote-part dans l'ensemble des biens de la catégorie B, et, par la suite, proportionnellement à sa quote-part dans l'ensemble des biens de la catégorie A.

C. Chaque Gouvernement signataire paye sa part contributive au budget de l'Agence pour chaque période budgetaire (telle qu'elle est définie par l'Assemblée) au début de cette période. étant entendu que chaque Gouvernement, lorsqu'il signe le présent Accord, fournit sur un total de 50.000 livres sterling une contribution au moins proportionnelle à sa quote-part dans l'ensemble des biens de la catégorie B, et qu'il verse, dans les trois mois qui suivent, le solde de sa part contributive au budget de l'Agence pour la période budgétaire au cours de laquelle il signe cette Accord.

D. Toutes les sommes dues par les Gouvernements signataires sont acquittées en francs belges ou en une ou plusieurs autres monnaies fixées par l'Agence.

Article 10

Vote du budget.

Lors de l'examen du budget de l'Agence, pour toute période budgétaire chaque dèlègué dispose à l'Assemblée d'un nombre de voix proportionnel à la part contributive due par son Gouvernement pour la période budgétaire considérée.

Article 11.

Langues officielles.

Les langues officielles de l'Agence sont l'anglais et le français.

Article 12

Bureaux de l'Agence

Le siège de l'Agence est à Bruxelles. L'Agence établit des organes de liaison dans tout autre lieu que peut désigner l'Assemblée après s'être assurée des accords nécessaires.

Article 13

Retrait

Tout Gouvernement signataire, autre que les Gouvernements responsables du contrôle dans un partie du territoire allemand, peut se retirer de l'Agence après avoir adressé une notification écrite au Secrétariat.

Article 14

Amendements et dissolution.

La Partie II du présent Accord peut être amendée, ou l'Agence dissoute, par une décision de l'Assemblée prise à la majorité des voix exprimées, pourvu que les délégués qui forment cette majorité représente des Gouvernements dont le total des quotes-parts constitue au moins 80 p. 100 de l'enssmble des quotes—parts de la catégorie A.

Article 15

Capacité juridique, immunités et privilèges.

L'Agence jouit, sur le territoire de chaque Gouvernement signataire, de la capacité juridique, ainsi que des privilèges, immunités et facilités qui lui sont nècessaires pour exercer ses fonctions et atteindre ses buts. Les représentants des Gouvernements signataires et les fonctionnaires de l'Agence jouissent également des privilèges et immunités qui leur sont nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions en rapport avec l'Agence.

PARTIE III.

Restitution de l'or monétaire

Article unique

A. Tout l'or monétaire trouvé en Allemagne par les force armées alliées et celui visé au paragraphe G cidessus (y compris les monnaies d'or, à l'exception de celles qui ont une valeur numismatique ou historique, qui seront restituées immédiatement si elles sont identifiables) sera réuni en une masse commune pour être réparti à titre de restitutions, entre les pays admis à bénéficier de cette masse, au prorata des quantités d'or qu'ils sont respectivement perdues du fait de spoliations par l'Allemagne ou de transferts illégitimes en Allemagne.

B. Sans préjudice des demandes visant l'or non restitué, présentées au titre des réparations, la quantité d'or monétaire revenant à chacun des pays admis à bènéficier de cette masse sera/acceptée par ce dernier en règlement complet et définitif de toute créance sur l'Allemagne au titre des restitutions d'or monétaire.

C. Une part proportionnelle de l'or sera attrbuieé à chacun des pays intéressés qui accepte le présent arrangement concernant la restitution de l'or monétaire et qui peut établir qu'une quantité déterminée d'or monétaire lui appartenant a fait l'objet de spoliation par l'Allemagne ou. à une date quelconque après le 12 mars 1938, de transfert illégitime en territoire allemand.

D. La question de la participation éventuelle de pays non représentés à la Conférence (autres que l'Allemagne, mais y compris l'Autriche et l'Italie) à la répartition susmentionnée est réservée et l'équivalent de ce qui constituerait la totalité des quotes-parts de ces Etats, s'ils venaient à être admis à cette répartition, sera mis en réserve pour qu'il en soit disposé ultérieurement selon ce qui sera décidé par les Gouvernements alliés intéressés.

E. Les divers pays admis à bénéficier de cette masse fourniront aux Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la Ferance et du Royaume-Uni, en tant que Puissances occupantes intéressées, des renseignements détaillés et vérifiables sur les pertes d'or qu'ils ont subies du fait que l'Allemagne les a spoliés de cet or ou que cet or a été transporté sur sont territoire.

F. Les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni prendront toutes mesures utiles dans les zones qu'ils occupent respectivement en Allemagne pour l'exécution d'une répartition conforme aux dispositions qui précèdent.

G. Tout or monétaire qui pourra être récupéré d'un pays tiers dans lequel il a été transféré par l'Allemagne sera réparti conformément au présent arrangement concernant la restitution de l'or monétaire.

PARTIE IV.

Entrée en vigueur et signature.

Article premier.

Entrée en vigueur.

Le présent Accord pourra être signé par tout Gouvernement représenté à la Conférence de Paris sur les Réparations.

Dès qu'il aura été signé par les Gouvernements ayant droit collectivement à au moins 80 p. 100 des parts prévues pour les Gouvernements signataires dans la catégorie A des réparations allemandes, il entrera en vigueur entre lesdits Gouvernements.

L'Accord sera ensuite en vigueur entre lesdits Gouvernements et tel Gouvernement qui le signerait ultérieurement.

Article 2.

Signature.

La signature par chaque Gouvernement contractant sera considérée comme impliquant que l'effet du présent Accord s'étend à ses colonies, territoires d'outremer et territoires sous sa protection, ou sa suzeraineté, ou sur lesquels il exerce actuellement un mandat.

En foi de quoi, les suossignés, dûment habilités par leurs Gouvernements respectifs, ont signé à Paris le présent Accord, en langue anglaise et francaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française, lequel Gouvernement remettra copie conforme de ce texte à chacun des Gouvernements signataires.

14 mars 1946	pour l'Albanie KAHREMAN YLLI
14 janvier 1946	Pour les Etats-Unis d'Amérique JEFFERSON CAFFERY
25 février 1946	Pour l'Australie W. R. HODGSON
14 janvierr 1946	Pour la Belgique GUILLAUME
30 janvier 1946	Pour le Canada GEORGE P. VANIER
20 février 1946	Pour le Danemark J. C. W. KRUSE
8 mars 1946	Pour l'Egypte FAHKRY-PACHA
14 janvier 1946	Pour la France BIDAULT
14 janvier 1946	Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord DUFF COOPER
24 janvier 1946	Pour la Grèce P. A. ARGYROPOULO
25 février 1946	Pour l'Inde P. CHAUDHURI

Ces signatures sont données en accord avec le Représentant de Sa Majesté Britannique, qui exerce les fonctions de la Couronne dans les relations de celle-ci avec les Etats Indiens.

14 janvier 1946	Pour le Luxembourg A. FUNK
6 février 1946	Pour la Norvège LUDWIG AUBERT
20 février 1946	Pour la Nouvelle-Zélande W. CLINKARD
14 janvier 1946	Pour les Pays-Bas E. STAR-BUSMANN
27 février 1946	Pour la Tchécoslovaquie JNDRICH NOSEK
28 février 1946	Pour l'Union de l'Afrique du Sud DUFF COOPER
4 février 1946	Pour la Yougoslavie MARKO RISTIC

RESOLUTIONS UNANIMES DE LA CONFERENCE

La Conférence est aussi convenue à l'unanimité d'inclure les résolutions suivantes dans l'acte final :

1. Avoirs allemands dans les pays neutres.

La Conférence décide à l'unanimité que, par tous les moyens appropriés, les pays qui sont demeurés neutres pendant la guerre contre l'Allemagne, doivent être amenés à reconnaître le bien-fondé des considérations de justice et de sécurité internationale qui mo-

tivent les efforts que font les Puissances exerçant l'autorité suprême en Allemagne et les autres Puissances prenant part à la présente Conférence pour éliminer les avoirs allemands dans les pays neutres.

2. Or transféré dans les pays neutres.

La Conférence décide à l'unanimité que, en conformité avec les directives exprimées dans la Déclaration des Nations Unies du 5 janvier 1943, contre les actes de dépossession commis par l'Axe et dans la déclaration des Nations Unies sur l'or du 22 février 1944, les pays qui sont demeurés neutres pendant la guerre contre l'Allemagne doivent être amenés à rendre disponible, pour répartition conformément à la Partie III de l'Accord ci-dessus, tout l'or ayant fait l'objet de spoliation et transféré d'Allemagne sur leur territoire.

3. Egalité de traitement pour l'indemnisation des dommages de guerre.

La Conférence décide à l'unanimité que, en ce qui concerne l'octroi d'indemnités ou de compensation aux fins de reconstruction pour dommages de guerre aux biens, le traitement que chaque Gouvernement signataire accorde à des personnes physiques ressortissant à un autre Gouvernement signataire ou à des personnes morales qui relèvent d'un autre Gouvernement signataire ou qui appartiennent à de ressortissants d'un autre Gouvernement signataire—pour autant que ces personnes physiques ou morales n'ont pas été dédommagées après la présente guerre au titre des mêmes biens sous une autre forme ou à une autre occasion—ne sera en principe pas moins favorable que le traitement qu'il accorde à ses propres ressortissants. En raison du fait que ce principe touche à de nombreux problèmes spéciaux de réciprocité, il est reconnu que, dans certains cas, l'application en pratique de ce principe ne peut être assurée qu'au moyen d'accords particuliers conclus entre Gouvernements signataires.

Référence à l'Annexe à l'Acte final.

Au cours de la Conférence, certains délégués ont fait des déclarations, dans les termes énoncés à l'Annexe ci-jointe, au sujet de questions qui ne sont pas de la compétence de la Conférence, mais qui ont un rapport étroit avec ses travaux. Les délégués dont les Gouvernements sont représentés au Conseil de Contrôle en Allemagne se sont chargés de porter ces déclarations à la connaissance de leurs Gouvernements.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent Acté final de la Conférence de Paris sur les Réparations.

Fait à Paris, le 21 décembre 1945, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera conservé dans les archives du Gouvernement de la République française, lequel Gouvernement remettra copie conforme de ce texte à chacun des Gouvernements représentés à cette Conférence.

(Suivent les signatures des délègués)

ANNEXE

1. Resolution au sujet des restitutions.

Les Délégués de l'Albanie, de la Belgique, du Danemark, de la France, de la Grèce, de l'Inde, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie sont d'accord pour accepter que la conduite à tenir en matière de restitutions soit fondée sur les principes suivants :

a) La question de la restitution de biens prélèves par les Allemands dans les pays alliés doit être examinée dans tous les cas à la lumière de la Déclaration des Nations Unies du 5 janvier 1943;

b) D'une façon générale, les restitutions seront limitées aux biens identifiables qui (i) existaient au moment où est intervenue l'ocupation du pays en cause et qui ont été enlevès avec ou sans payement; (ii) ont été produits pendant l'occupation et dont l'enlèvement résulte d'un acte de force;

c) Dans les cas où les biens enlevés par l'ennemi ne peuvent pas être identifiés, la demande du remplacement sera comprise dans la demande gènérale formule par le pays intéressé au titre des réparations;

d) Par dérogation aux principes ci-dessus, les objets (y compris les livres, manuscrits et documents) d'ordre artistique, historique, scientifique (à l'exclusion des objets de caractère industriel), pédagogique ou religieux, dont un pays a été spolié par la Puissance ennemie occupante seront, autant que possible, remplacès par des objets équivalents, pour autant qu'ils n'auront pas été restitués;.

e) Pour la restitution de biens produits pendant l'occupation qui auraient fait l'objet de spoliations et qui se trouveraient encore aux mains d'organisme allemands ou d'habitants de l'Allemagne, la prevue de l'origine incombera aux demandeurs et la preuve que l'acquisition résulte d'un contrat régulier incombera aux détenteurs;

f) Toutes facilités nécessaires, sous les auspices res commandants en chef des zones d'occupation, sedont données pour l'envoi en Allemagne par les Etats alliés de missions d'experts chargés de rechercher, d'identifiér, d'entreposer et de transférer dans les pays d'origine les biens qui ont fait l'objet de spoliation;

g) Les détenteurs allemands de biens qui ont fait l'objet d'une spoliation devront obligatoirement en faire la déclaration aux autorités de contrôle sous peine de sanctions rigoureuses.

2. Résolution sur les réparations en provenance de la production courante et des stocks existants.

Les Délégués de l'Albanie, de la Belgique, du Danemark, de l'Egypte, de la France, de la Grèce, de l'Inde, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie,

Vu la décision de la Conférence de Crimée qui prévoit que l'Allemagne devra compenser dans toute l'étendue du possible les pertes et les souffrances qu'elle a infligées aux Nations Unies;

Considérant que, les besoins divers des Gouvernements qui ont droit à des réparations ne pourront être satisfaits si les choses à répartir ne sont pas suffisamment variées et les Mèthodes de répartition suffisamment souples ;

Expriment le voeu qu'acune des catégories de ressources économiques excédant les besoint de l'Allemagne, tels qu'ils sont définis à l'article 15 de la Partie III des Déclarations de Postdam et compte tenu de l'article 19 de cette même Partie, ne soit en principe omise des biens dont la masse doit servir à satisfaire les revendications des Gouvernements signataires au titre des réparations.

C'est ainsi que centrains besoins particuliers de divers pays ne pourront être satisfaits sans recours notamment, aux stocks existants, à la production courante et à des services de l'Allemagne, ainsi qu'aux contre-prestations fournies par l'Union soviétique en vertu de la Partie IV de la déclaration de Postdam.

Il va de soi qu'il ne saurait être porté atteinte, à cette fin, aux nécessités du désarmement économique de l'Allemagne.

Les délégationes susdites verraient dont avantage à ce que le Conseil de contrôle fasse connaître à l'Agence Interalliée des Réparations les listes des stocks existants, des biens de production courante et des services, au fur et à mesure que ces stocks ces biens ou, ces services viendront à être disponibles au titre des réparations. L'Agence devra à tout moment être en mesure de faire connaître au Conseil bes besoins particuliers des différents Gouvernements signataires.

3. Résolution relative aux biens des Nations Unies ou de leurs nationaux en Allemagne.

Les Délégués de l'Albanie, de la Belgique, de la Fran-

ce, de la Grèce, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie tenant compte du fait que la charge des réparations doit incomber au peuple allemand.

Recommandent que les règles suivantes soient suivies en ce qui concerne l'attribution au titre des réparations de biens situés en Allemagne, autres que les navires.

Pour déterminer la fraction du matériel allemand disponible au titre des réparations, il sera tenu compte de l'ensemble des biens faisant actuellement partie de l'économie allemande, y compris les avoirs appartenant à une Nation Unie ou à un de ses ressortissants, mais non compris les biens ayant fait l'objet de spoliation et qui doivent être restitués.

b) D'une manière générale, les avoirs: appartenant légitimement à une Nation Unie ou à ses ressortissants, soit en totalité, soit sous forme d'une participation de plus de 48 p. 100, ne seront, autant que possible, pas compris dans la fraction des biens de l'économie allemande considérée comme disponible au titre des réparations.

c) Le Conseil de contrôle déterminera les cas dans lesquels des participations minoritaires appartenant à une Nation Unie ou à ses nationaux seront traités comme faisant partie du patrimoine d'une personne morale allemande et suivront le sort de cette personne morale.

d) Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que des entreprises contrôlées par des intérêts d'une Nation Unie ou de ses nationaux soient enlevées ou détruites pour des raisons sécurté.

e) Dans les cas où des avoirs appartenant légitimement à l'une des Nations Unies ou à ses ressortissants auront été alloués au titre des réparations, ou détruits, notamment dans les cas prévus aux paragraphes b, c et d, ci-dessus, une compensation équitable à la charge de l'économie allemande sera accordée par le Conseil de Contrôle à la Nation Unie intéressée à concurrence de la valeur totale des avoirs en question. Cette compensation sera, autant que possible, accordée sous la forme d'une participation équivalente dans des actifs allemands de nature semblable qui n'ont pas été distribués au titre des réparations.

f) Pour assurer que les avoirs en Allemagne des collaborateurs et des traîtres, déclarés comme tels par une des Nations Unies soient enlevés à ceux-ci, le Conseil de Contrôle rendra exécutoires en Allemagne les dispositions législatives et les jugements des tribunaux des Nations Unies intéressées à l'égard des collaborateurs et des traîtres qui sont ressortissants de ces Nations Unies, ou étaient ressortissants de ces Nations Unies au moment de l'annexion, de l'occupation par l'Allemagne des dites Nations ou de leur entrée en guerre. Le Conseil de Contrôle facilitera aux Nations Unies en question la prise de possession et le transfert des droits sur de tels avoirs.

4. Résolution au sujet du matériel de guerre capturé.

Les Délégués de l'Albanie, de la Belgique, du Danemark, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie.

Tenant compte du fait qu'une partie du matériel de guerre saisi par les Armées Alliées en Allemagne est inutile à ces Armées mais pourrait, par contre, être utile à d'autres pays alliés, Recommandent:

a) Que, sous réserve de la résolution de la présente Annexe relative aux restitutions, le matériel de guerre saisi dans les zones occidentales de l'Allemagne qui n'a pas été utilisé jusqu'ici, ou n'a pas été détruit comme étant sans valeur, et qui n'est pas nécessaire aux forces d'occupation ou dépasse leurs besoins, soit mis à la disposition des pays ayant droit aux réparations des zones occidentales de l'Allemagne.

b) Que les autorités compétentes, après avoir déterminé les catégories et les quantités de ce matériel disponibles, en fassent parvenir des listes à l'Agence Interalliée des Réparations qui procédéra à leur égard, conformément aux dispositions de la Partie II de l'Accord ci-dessus.

5. Résolution relative aux avoirs allemands situés dans la Marche Julienne et le Dodécanèse.

Les Délégués de la Grèce, du Royaume-Uni et de la Yougoslavie (en tant que délégués des pays principalement intéressés) conviennent que :

a) Les avoirs allemands situés dans la Vénitie Julienne (Marche Julienne), et dans le Dodécanèse, seront placés sous la garde des Autorités militaires d'occupation dans les parties du territoire que ces Autorités occupent respectivement à l'heure actuelle, jusqu'à ce qu'une décision soit intervenue au sujet des questions territoriales ;

b) Dès qu'une décision au sujet des questions territoriales sera intervenue, les pays qui seront reconnus souverains sur les territoires contestés se chargeront de liquider les avoirs dont il s'agit, conformément aux dispositions de l'article 6, A de la Partie I de l'Accord ci-dessus.

6. Résolution sur les dépenses relatives aux livraisons de biens au titre des Réparations.

Les Délégués de l'Albanie, de l'Australie, de la Belgique, du Canada, du Danemark, de l'Egypte, de la France, de la Grèce, de l'Inde, du Luxembourg, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, recommandent que les frais de démontage, d'emballage, de transport, de manutention, d'embarquement et tous autres frais généralement quelconques affectant les biens à livrer par l'Allemagne au titre de réparations jusqu'au moment où ces biens franchissent la frontière allemande, ainsi que les dépenses exposées en Allemagne pour le compte de l'Agence Interalliée des Réparations ou des délégués de l'Agence, soient supportés par l'économie allemande pour autant qu'ils sont payables dans une monnaie ayant cours légal en Allemagne.

7. Résolution relative aux biens des criminels de guerre.

Les délégués de l'Albanie , de la Belgique, de la France, du Luxembourg, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, expriment le voeu :

a) Que la législation applicable en Allemagne aux criminels de guerre allemands prévoie, si elle ne le fait déjà, la confiscation des biens que ces criminels possèdent en Allemagne ;

b) Que les biens ainsi confisqués, à l'exception de ceux qui seraient déjà soit disponibles au titre des réparations, soit restituables, soit liquidés par le Conseil de Contrôle et que le produit net de leur liquidation soit versé à l'Agence Interalliée des Réparations pour être répartie suivant les principes définis dans l'Accord ci-dessus.

8. Résolution relative au recours devant la Cour Internationale de Justice.

Les Délégués de l'Albanie, de l'Australie, de la Belgique, du Danemark, de la France, du Luxembourg de la Norvège, des Pays-Bas, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, recommandent que :

Sous réserve des dispositions de l'article 3 de la Partie I de l'Accord ci-dessus, les Gouvernements signataires s'engagent à recourir à la Cour de Justice Internationale pour la solution à recourir à la Cour de justice Internationale, pour la solution de tout conflit de droit ou de compétence. qui surgirait à propos de l'application de l'Accord ci-dessus et qui n'aurait pas été, par accord des Parties au conflit, soumis à un autre procédure amiable ou arbitrale.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Ἀφορῶσα τὰς ληφθησομένας παρὰ τῆς Γερμανίας Ἐπανορθώσεις, τὴν ἵδρυσιν Διασυμμαχικοῦ Γραφείου Ἐπανορθώσεων καὶ τὴν ἀπόδοσιν τοῦ νομισματικοῦ χρυσοῦ.

Αἱ Κυβερνήσεις τῆς Ἀλβανίας, τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, τῆς Αὐστραλίας, τοῦ Βελγίου, τοῦ Καναδᾶ, τῆς Δανίας, τῆς Αἰγύπτου, τῆς Γαλλίας, τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μ. Βρεττανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας, τῆς Ἑλλάδος, τῶν Ἰνδιῶν, τοῦ Λουξεμβούργου, τῆς Νορβηγίας, τῆς Νέας Ζηλανδίας, τῶν Κάτω Χωρῶν τῆς Τσεχοσλοβακίας, τῆς Νοτιοαφρικανικῆς Ἑνώσεως καὶ τῆς Γιουγκοσλαυΐας, πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως κατανείμουν ἀκριβοδικαίως μεταξύ των τὸ σύνολον τῶν ἀγαθῶν ἅτινα συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τὰς συμφωνηθείσας ἐν Πότσδαμ, τὴν 1ην Αὐγούστου 1945 μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας καὶ τῆς Ἑνώσεως τῶν Σοσιαλιστικῶν Σοβιετικῶν Δημοκρατιῶν, εἶναι ἢ θὰ κηρυχθοῦν διαθέσιμα ὡς ληπτέαι παρὰ τῆς Γερμανίας ἐπανορθώσεις (ἐφεξῆς ὀνομαζόμενα «γερμανικαὶ ἐπανορθώσεις»), πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως ἱδρύσουν Διασυμμαχικὸν Ὀργανισμὸν Ἐπανορθώσεων καὶ θεσπίσουν δικαίαν διαδικασίαν διὰ τὴν ἀπόδοσιν τοῦ νομισματικοῦ χρυσοῦ.

Συνεφωνήθησαν τὰ ἀκόλουθα :

ΜΕΡΟΣ Ι.

Γερμανικαὶ Ἐπανορθώσεις.

Ἄρθρον 1ον.

Μερίδια ἐπανορθώσεων.

Α. Αἱ γερμανικαὶ ἐπανορθώσεις (ἐξαιρουμένων τῶν κεφαλαίων, τὰ ὁποῖα θὰ χορηγηθοῦν συμφώνως πρὸς ὅρους τοῦ ἄρθρου 8 τοῦ Μέρους Ι τῆς παρούσης Συμφωνίας) διακρίνονται εἰς κατηγορίας ὡς ἑξῆς :

Κατηγορία Α' περιλαμβάνουσα ὅλας τὰς μορφὰς τῶν γερμανικῶν ἐπανορθώσεων, ἐκτὸς τῶν περιλαμβανομένων εἰς τὴν κατηγορίαν Β'.

Κατηγορία Β' περιλαμβάνουσα ἅπαντα τὸν βιομηχανικὸν ἐξοπλισμὸν καὶ ἄλλα εἴδη ἐξοπλισμοῦ εἰς κεφάλαια τὰ ἀφαιρούμενα ἐκ Γερμανίας, ὡς καὶ τὰ ἐμπορικὰ σκάφη καὶ τὰ σκάφη τῆς ἐσωτερικῆς ναυσιπλοΐας.

Β'. Ἑκάστη ὑπογράφουσα Κυβέρνησις δικαιοῦται, ἐπὶ τῆς συνολικῆς ἀξίας τῶν εἰδῶν τῆς κατηγορίας Α', ὡς καὶ ἐπὶ τῆς συνολικῆς ἀξίας τῶν ἀγαθῶν τῆς κατηγορίας Β', εἰς τὰ μερίδια τὰ ἐμφαινόμενα δι' ἑκατέραν τῶν κατηγοριῶν τούτων εἰς τὰς ἀντιστοίχους στήλας τοῦ κατωτέρω πίνακος :

ΠΙΝΑΞ ΜΕΡΙΔΩΝ

ΧΩΡΑΙ	Κατηγορ. Α'	Κατηγορ. Β'
Ἀλβανία	0.05	0.35
Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς	28.00	11.80
Αὐστραλία	0.70	0.95
Βέλγιον	2.70	4.50
Καναδᾶς	3.50	1.50
Δανία	0.25	0.35
Αἴγυπτος	0.05	0.20
Γαλλία	16.00	22.80
Ἡνωμένον Βασίλειον	28.00	27.80
Ἑλλὰς	2.70	4.35
Ἰνδίαι	2.00	2.90
Λουξεμβοῦργον	0.15	0.40
Νορβηγία	1.30	1.90
Νέα Ζηλανδία	0.40	0.60
Κάτω Χῶραι	3.90	5.60
Τσεχοσλοβακία	3.00	4.30
Νότιο-Ἀφρικανικὴ Ἕνωσις*	0.70	0.10
Γιουγκοσλαυΐα	6.60	9.60
Σύνολον	100.00	100.00

Γ' Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς κατωτέρω παραγράφου Δ' ἑκάστη ὑπογράφουσα Κυβέρνησις ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ ἐπὶ τοῦ συνόλου τῶν ἐμπορικῶν σκαφῶν μερίδα καθοριζομένην συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ Μέρους Ι τῆς παρούσης Συμφωνίας ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως ἡ ἀξία τῶν παραχωρουμένων εἰς αὐτὴν ἐμπορικῶν σκαφῶν μὴ ὑπερβαίνῃ τὴν ἀξίαν τοῦ μεριδίου εἰς ὃ δικαιοῦται ἐπὶ τοῦ συνόλου τῶν εἰδῶν τῆς κατηγορίας Β'.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς κατωτέρω παραγράφου Δ' ἑκάστη ὑπογράφουσα Κυβέρνησις δικαιοῦται ἐπίσης νὰ λάβῃ μερίδα, ἀντιστοιχοῦσαν εἰς τὰ δικαιώματα τῆς ἐπὶ τοῦ συνόλου τῶν εἰδῶν τῆς κατηγορίας Α' ἐπὶ τῶν γερμανικῶν περιουσιῶν τῶν κειμένων εἰς τὰς χώρας αἱ ὁποῖαι παρέμειναν οὐδέτεραι εἰς τὸν κατὰ τῆς Γερμανίας πόλεμον.

Ἡ κατανομὴ μεταξὺ τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων τῶν εἰδῶν τῶν διαθεσίμων ὡς γερμανικῶν ἐπανορθώσεων ἐκτὸς ἀπὸ τὰ ἐμπορικὰ σκάφη, τὰ σκάφη τῆς ἐσωτερικῆς ναυσιπλοΐας καὶ τὰς γερμανικὰς περιουσίας τὰς εὑρισκομένας εἰς χώρας, αἵτινες παρέμειναν οὐδέτεραι κατὰ τὸν πόλεμον ἐναντίον τῆς Γερμανίας, θὰ εἶναι σύμφωνος πρὸς τὰς ἀρχὰς τὰς διατυπουμένας ἐν τῷ ἄρθρῳ 4 τοῦ Μέρους Ι τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Δ'. Ἐὰν μία τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων λάβῃ μερίδαν ἀνωτέραν τοῦ ποσοστοῦ της ἐξ ὡρισμένου τύπου εἰδῶν ἀνηκόντων εἴτε εἰς τὴν κατηγορίαν Α' εἴτε εἰς τὴν κατηγορίαν Β', τὰ δικαιώματά της ἐπὶ ἄλλων τύπων εἰδῶν, τῆς ἰδίας κατηγορίας θὰ μειωθοῦν οὕτως ὥστε ἡ Κυβέρνησις αὕτη νὰ μὴ λάβῃ συνολικῶς μερίδα ἀνωτέραν τῶν ὅσων δικαιοῦται ἐπὶ τοῦ συνόλου τῶν εἰδῶν τῆς κατηγορίας ταύτης.

Ε'. Οὐδεμία ὑπογράφουσα Κυβέρνησις δύναται νὰ λάβῃ μερίδα ἀνωτέραν τῶν ὅσων δικαιοῦται, εἴτε ἐπὶ τοῦ συνόλου τῶν εἰδῶν τῆς κατηγορίας Α', εἴτε ἐπὶ τοῦ συνόλου τῶν εἰδῶν τῆς κατηγορίας Β', παραιτουμένου ἑνὸς οἱουδήποτε κλάσματος τοῦ ποσοστοῦ της ἐπὶ τοῦ συνόλου τῶν εἰδῶν τῆς ἑτέρας κατηγορίας. Οὐχ' ἧττον εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς γερμανικὰς περιουσίας ἐχθρικοῦ χαρακτῆρος τὰς τελούσας ὑπὸ τὴν διαδοσίαν μιᾶς ὑπογραφούσης Κυβερνήσεως, ἡ Κυβέρνησις αὕτη ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ὑπολογίσῃ εἴτε ἐπὶ τῶν εἰδῶν τὰ ὁποῖα ἔχει νὰ λάβῃ ἐκ τῆς κατηγορίας Α', εἴτε ἐπὶ τῶν εἰδῶν τὰ ὁποῖα ἔχει νὰ λάβῃ ἐκ τῆς κατηγορίας Β', εἴτε διὰ μέρος ἐπὶ τῶν εἰδῶν τῆς μιᾶς καὶ τῆς ἄλλης κατηγορίας τὸ ὑπερβάλλον τῶν τοιούτων περιουσιῶν ἐπὶ τοῦ μεριδίου της εἰς τὸ σύνολον τῶν γερμανικῶν περιουσιῶν ἐχθρικοῦ χαρακτῆρος τῶν τελουσῶν ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων, ὡς τοῦτο καθορίζεται διὰ τὸ σύνολον τῶν εἰδῶν τῆς κατηγορίας Α'.

ΣΤ'. Ὁ Διασυμμαχικὸς Ὀργανισμὸς Ἐπανορθώσεων, ὅστις θέλει συσταθῇ συμφώνως πρὸς τὸ Μέρος ΙΙ τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ χρεώσῃ τὸν λογαριασμὸν τῶν ἐπανορθώσεων ἑκάστης τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων μὲ τὰς γερμανικὰς περιουσίας τὰς τελούσας ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν της,

---

* Ἡ Κυβέρνησις τῆς Νοτιοαφρικανικῆς Ἑνώσεως ἀνέλαβε τὴν ὑποχρέωσιν νὰ παραιτηθῇ τῶν δικαιωμάτων της κατὰ τὸ μέτρον τὸ ἀναγκαῖον, διὰ νὰ ὑποβιβασθῇ τὸ μερίδιόν της ἐπὶ τῆς κατηγορίας Β' εἰς 0,1ο]ο ἀλλ' ἡ Κυβέρνησις αὕτη θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα, ὅταν θὰ διαθέσῃ τὰς γερμανικὰς περιουσίας ἐχθρικοῦ χαρακτῆρος τὰς εὑρισκομένας εἰς τὰ ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν της ἐδάφη, ὅπως ὑπολογίσῃ τὸ παρὸν ποσὸν τῆς καθαρᾶς ἀξίας τῶν περιουσιῶν αὐτῶν ἐπὶ τοῦ μεριδίου της ἐπὶ τῆς κατηγορίας Α καὶ ἐπὶ τοῦ μεριδίου 1ο]ο ἐπὶ τῆς κατηγορίας Β'.

κατανέμων τὰς χρεώσεις εἰς περίοδον πέντε ἐτῶν. Αἱ χρεώσεις αἱ φερόμεναι εἰς λογαριασμὸν τὴν ἡμέραν τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας δὲν πρέπει νὰ εἶναι κατώτεραι τοῦ 20ο]ο τῆς καθαρᾶς ἀξίας τῶν περιουσιῶν τούτων (καθοριζομένης ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 6 τοῦ Μέρους Ι τῆς παρούσης Συμφωνίας) συμφώνως πρὸς τὴν ἐκτίμησιν αὐτῶν, ἥτις θέλει γίνει κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην. Κατὰ τὴν ἔναρξιν τοῦ δευτέρου ἔτους, δὲν θὰ πρέπῃ νὰ εἶναι κατώτεραι τοῦ 20ο]ο τοῦ ὑπολοίπου κατὰ τὴν ἐκτίμησιν ἡ ὁποία θὰ γίνῃ κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην. Κατὰ τὴν ἔναρξιν τοῦ τρίτου ἔτους δὲν θὰ πρέπει νὰ εἶναι κατώτεραι τοῦ 33 1]3ο]ο τοῦ ὑπολοίπου κατὰ τὴν ἐκτίμησιν ἡ ὁποία θὰ γίνῃ κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην. Κατὰ τὴν ἔναρξιν τοῦ τετάρτου ἔτους δὲν θὰ πρέπῃ νὰ εἶναι κατώτεραι τοῦ 50ο]ο τοῦ ὑπολοίπου, κατὰ τὴν ἐκτίμησιν ἡ ὁποία θὰ γίνῃ κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην. Κατὰ τὴν ἔναρξιν τοῦ πέμπτου ἔτους δὲν θὰ πρέπῃ νὰ εἶναι κατώτεραι τοῦ 90ο]ο τοῦ ὑπολοίπου, κατὰ τὴν ἐκτίμησιν ἡ ὁποία θὰ γίνῃ κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην καὶ εἰς τὸ τέλος τοῦ πέμπτου ἔτους θὰ εἶναι ἴσαι πρὸς τὸ ὑπόλοιπον τοῦ συνολικοῦ ποσοῦ τοῦ πραγματικῶς πραγματοποιηθέντος.

Ζ. Αἱ ἀκόλουθοι ἐξαιρέσεις εἰς τὰς διατάξεις τῶν ἀνωτέρω παραγράφων Δ' καὶ Ε' εἶναι ἐφαρμοστέαι εἰς τὴν περίπτωσιν ὑπογραφούσης Κυβερνήσεως, ἧς τὰ δικαιώματα ἐπὶ τοῦ συνόλου τῶν εἰδῶν τῆς κατηγορίας Β' εἶναι κατώτερα τῶν δικαιωμάτων της ἐπὶ τοῦ συνόλου τῶν εἰδῶν τῆς κατηγορίας Α'.

1. Ἡ ἐπιδίκασις ἐμπορικῶν σκαφῶν εἰς Κυβέρνησιν εὑρισκομένην εἰς τοιαύτην θέσιν δὲν πρέπει νὰ μειώσῃ τὰ δικαιώματά της ἐπὶ εἰδῶν ἄλλου τύπου τῆς κατηγορίας Β' εἰμὴ ἐν ᾧ μέτρῳ τοιαῦται ἐπιδικάσεις ὑπερβαίνουν εἰς ἀξίαν τὸν ἀριθμόν, ὅστις προκύπτει ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς ἐπὶ τῆς συνολικῆς ἀξίας τῶν ἐμπορικῶν σκαφῶν τοῦ ποσοστοῦ εἰς ὃ δικαιοῦται ἡ Κυβέρνησις αὕτη ἐπὶ τοῦ συνόλου τῶν εἰδῶν τῆς κατηγορίας Α'.

2. Ἐὰν ἡ ἀξία τῶν γερμανικῶν περιουσιῶν τῶν ὑποκειμένων εἰς τὴν δικαιοδοσίαν Κυβερνήσεως εὑρισκομένης εἰς τὴν ἰδίαν θέσιν ὑπερβαίνῃ τὸ μερίδιον της ἐπὶ τοῦ συνόλου τῶν γερμανικῶν περιουσιῶν τῶν ὑποκειμένων εἰς τὴν δικαιοδοσίαν τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων οἷα προκύπτει ἐκ τοῦ ποσοστοῦ τὸ ὁποῖον τῇ ἐπιδικάζεται ἐπὶ τοῦ συνόλου τῶν εἰδῶν τῆς κατηγορίας Α', ἡ διαφορὰ θέλει ὑπολογισθῇ κατὰ πρῶτον λόγον ἐπὶ τοῦ προσθέτου κλάσματος τοῦ ποσοστοῦ εἰς τὸ ὁποῖον θὰ ἐδικαιοῦτο ἐπὶ τοῦ συνόλου τῶν εἰδῶν τῆς κατηγορίας Β', ἐὰν ἐφηρμόζετο τὸ ποσοστὸν εἰς ὃ δικαιοῦται ἐπὶ τοῦ συνόλου τῶν εἰδῶν τῆς κατηγορίας Α' εἰς τὰς μορφὰς ἐπανορθώσεων τὰς προβλεπομένας ἐν τῇ κατηγορίᾳ Β'.

Η'. Ἐὰν μία ὑπογράφουσα Κυβέρνησις παραιτηθῇ τοῦ συνόλου ἢ κλάσματος τῶν δικαιωμάτων της ἐπὶ τοῦ συνόλου τῶν γερμανικῶν ἐπανορθώσεων ὡς καθορίζονται εἰς τὸν ἀνωτέρω Πίνακα Μερίδων ἢ ἐὰν ἡ ρηθεῖσα Κυβέρνησις ἀποσυρθῇ τοῦ Διασυμμαχικοῦ Ὀργανισμοῦ Ἐπανορθώσεων εἰς ἐποχὴν καθ' ἣν τὸ σύνολον ἢ μέρος τῶν δικαιωμάτων της ἐπὶ τῶν γερμανικῶν ἐπανορθώσεων δὲν ἐκαλύφθη ἡ μερὶς ἢ τὸ κλάσμα μερίδος, ἧς παραιτεῖται, ἢ ἡ ὁποία ὀφείλεται εἰς αὐτὴν κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἀποχωρήσεώς της θὰ κατανεμηθῇ μεταξὺ τῶν λοιπῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων κατ' ἀναλογίαν πρὸς τὰ ἴδια αὐτῶν μερίδια.

Ἄρθρον 2.

Διακανονισμὸς τῶν ἀπαιτήσεων κατὰ τῆς Γερμανίας.

Α'. Αἱ ὑπογράφουσαι Κυβερνήσεις συμφωνοῦν μεταξύ των ὅτι τὰ ἀντίστοιχα μερίδια ἐπανορθώσεων ἑκάστης, ὡς καθορίζονται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας, δέον νὰ θεωροῦνται ὑφ' ἑκάστης τούτων ὡς καλύπτοντα πάσας τὰς ἀπαιτήσεις αὐτῆς ὡς καὶ ἐκείνης τῶν ὑπηκόων της ἐναντίων τῆς τέως Γερμανικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῶν γερμανικῶν κυβερνητικῶν Ὀργανισμῶν, ἀπαιτήσεις αἱ ὁποῖαι δὲν ἀποτελοῦν ρητῶς ἀντικείμενον ἄλλων διατάξεων, ἀπαιτήσεις χαρακτῆρος δημοσίου ἢ ἰδιωτικοῦ, προξυψάσας ἐκ τοῦ πολέμου, περιλαμβανομένων καὶ τῶν ἐξόδων τῆς γερμανικῆς κατοχῆς, τῶν λαβεῖν λογαριασμῶν κλῆριγκ τῶν κτηθέντων κατὰ τὴν κατοχὴν καὶ τῶν ἀπαιτήσεων κατὰ τῶν REICHSKREDITKASSEN.

Β'. Αἱ διατάξεις τῆς ἀνωτέρω παραγράφου Α' δὲν προδικάζουν:

1. Τὸν καθορισμόν, ἐν καιρῷ τῷ δέοντι, τῶν τρόπων τῆς διαρκείας ἢ τοῦ συνολικοῦ ποσοῦ τῶν ἐπανορθώσεων, αἵτινες δέον νὰ καταβληθοῦν ὑπὸ τῆς Γερμανίας.

2. Τὸ δικαίωμα, ὅπερ ἑκάστη τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων δύναται νὰ ἔχῃ, ὡς πρὸς τὴν ὁριστικὴν ρύθμισιν τῶν γερμανικῶν ἐπανορθώσεων.

3. Πάσας τὰς πολιτικάς, ἐδαφικὰς ἢ ἄλλας διεκδικήσεις, τὰς ὁποίας μία τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων θὰ ἠδύνατο νὰ προβάλῃ ἐξ ἀφορμῆς τοῦ διακανονισμοῦ τῆς εἰρήνης μετὰ τῆς Γερμανίας.

Γ'. Παρὰ τὰς διατάξεις τῆς ἀνωτέρω παραγράφου Α'. ἡ παροῦσα Συμφωνία δέον νὰ θεωρηθῇ ὡς μὴ θίγουσα:

1. Τὴν ὑποχρέωσιν τῶν ἁρμοδίων γερμανικῶν ἀρχῶν ὅπως ἐξασφαλίσουν μεταγενεστέρως τὴν καταβολὴν τῶν ὀφειλῶν τῆς Γερμανίας καὶ τῶν ὑπηκόων της, τῶν ἀπορρεουσῶν ἐκ συμβολαίων καὶ ἄλλων ἐν ἰσχύϊ ὑποχρεώσεων, ὡς ἐπίσης ἐκ δικαιωμάτων κεκτημένων πρὶν ἢ ὑπάρξῃ κατάστασις πολέμου μεταξὺ τῆς Γερμανίας καὶ τῆς ἐνδιαφερομένης ὑπογραφούσης Κυβερνήσεως ἢ πρὸ τῆς κατοχῆς ὑπὸ τῆς Γερμανίας τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας, ἀναλόγως τοῦ ποῖον ἐκ τῶν δύο γεγονότων ἐπῆλθε πρότερον.

2. Τὰς ἀπαιτήσεις ἱδρυμάτων Κοινωνικῶν Ἀσφαλίσεων τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων ἢ τῶν ὑπηκόων των κατὰ τῶν ἱδρυμάτων κοινωνικῶν ἀσφαλίσεων τῆς τέως γερμανικῆς Κυβερνήσεως.

3. Τὰ χαρτονομίσματα τῆς Ραϊχσμπάνκ, καὶ τῆς Ρέντενμπάνκ, τῶν ὁποίων ἐννοεῖται ὅτι ἡ ἐξαργύρωσις δὲν θὰ δύναται νὰ ἔχῃ ὡς συνέπειαν τὴν ὑπέρμετρον μείωσιν τοῦ συνόλου (MASSE) τῶν ἐπανορθώσεων, καὶ δὲν θὰ δύναται νὰ πραγματοποιηθῇ εἰμὴ μετὰ σύμφωνον γνώμην τοῦ Συμβουλίου Ἐλέγχου ἐν Γερμανίᾳ.

Δ'. Παρὰ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου Α' τοῦ παρόντος ἄρθρου, αἱ ὑπογράφουσαι Κυβερνήσεις συμφωνοῦν, ἐφόσον τὸ ζήτημα τὰς ἀφορᾷ, ὅτι ἡ Τσεχοσλοβακικὴ Κυβέρνησις θὰ εἶναι ἐξουσιοδοτημένη νὰ ἐνεργῇ ἀναλήψεις ἐκ τοῦ λογαριασμοῦ GIRO τῆς Ἐθνικῆς Τραπέζης τῆς Τσεχοσλοβακίας παρὰ τῇ Ραϊχσμπάνκ εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν τοιοῦτον μέτρον ἤθελεν ἀποφασισθῇ ὑπὸ τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐγκριθῇ ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ἐλέγχου ἐν Γερμανίᾳ ἐν συσχετισμῷ πρὸς τὴν ἐκ Τσεχοσλοβακίας πρὸς τὴν Γερμανίαν κίνησιν τέως τσεχοσλοβάκων ὑπηκόων.

Ἄρθρον 3.

Παραίτησις ἀπὸ τὰς ἀπαιτήσεις ἐπὶ εἰδῶν ἐπιδικασθέντων λόγῳ ἐπανορθώσεων.

Ἑκάστη τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως μὴ ἐπικαλεσθῇ οὔτε φέρῃ πρὸ διεθνῶν δικαστηρίων οὔτε ὑποστηρίζῃ διὰ διπλωματικῆς ἐνεργείας, ἀξιώσεις ὑποβληθείσας ἐν ὀνόματί της ἢ ἐν ὀνόματι προσώπων δικαιουμένων τῆς προστασίας της κατὰ οἱασδήποτε ἄλλης ἐκ τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων ἢ κατὰ ὑπηκόων της ἀφορώσας ἀγαθὰ ληφθέντα ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως ταύτης λόγῳ ἐπανορθώσεων τῇ ἐγκρίσει τοῦ Συμβουλίου Ἐλέγχου ἐν Γερμανίᾳ.

Ἄρθρον 4.

Γενικαὶ ἀρχαὶ διὰ τὴν κατανομὴν τοῦ βιομηχανικοῦ ἐξοπλισμοῦ καὶ ἄλλων ἀγαθῶν ἐξοπλισμοῦ εἰς κεφάλαιον.

Α'. Οὐδεμία τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων θὰ ζητήσῃ τὴν ἐπιδίκασιν εἰς τὴν μερίδα ἐπανορθώσεών της βιομηχανικοῦ ἐξοπλισμοῦ ἢ ἄλλων εἰδῶν ἐξοπλισμοῦ εἰς κεφάλαιον ἀφαιρεθέντων ἐκ Γερμανίας, εἰμὴ μὲ τὸν σκοπὸν τῆς χρησιμοποιήσεως ἐπὶ τοῦ ἰδίου αὐτῆς ἐδάφους ἢ ἐκτὸς αὐτοῦ ὑπὸ τῶν ἰδίων αὐτῆς ὑπηκόων.

Β'. Ὑποβάλλουσαι τὰς αἰτήσεις των εἰς τὸν Διασυμμαχικὸν Ὀργανισμὸν Ἐπανορθώσεων, αἱ ὑπογράφουσαι Κυβερνήσεις θὰ ἐπιδιώξουν ὅπως παρουσιάσουν συνολικὰ προ-

γράμματα περιλαμβάνοντα ὁμάδας συναφῶν εἰδῶν κατὰ προτίμησιν ἀντί αἰτήσεων ἀφορωσῶν μεμονωμένα εἴδη ἢ μικρὰς ὁμάδας εἰδῶν. Ἀναγνωρίζεται ὅτι ἡ δρᾶσις τῆς Γραμματείας τοῦ Ὀργανισμοῦ θὰ εἶναι τοσοῦτον πλέον ἀποτελεσματικὴ ὅσον τὰ πραγράμματα τὰ ὑποβαλλόμενα εἰς αὐτὸ ὑπὸ τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων ἔχουν περισσότερον χαρακτῆρα πραγραμμάτων συνόλου.

Γ'. Διὰ τὴν ἐπιδίκασιν τῶν εἰδῶν, ἅτινα ἐκρίθησαν διαθέσιμα διὰ τὰς ἐπανορθώσεις, ἐκτὸς τῶν ἐμπορικῶν σκαφῶν, τῶν σκαφῶν ἐσωτερικῆς ναυσιπλοΐας καὶ τῶν γερμανικῶν περιουσιῶν εἰς χώρας παραμεινάσας οὐδετέρας κατὰ τὸν πόλεμον ἐναντίον τῆς Γερμανίας, ὁ Διασυμμαχικὸς Ὀργανισμὸς Ἐπανορθώσεων θὰ ἀκολουθήσῃ τὰς ἑξῆς γενικὰς ἀρχάς:

1. Πᾶν εἶδος ἢ πᾶσα ὁμὰς συναφῶν εἰδῶν, ἐπὶ τῶν ὁποίων μία αἰτοῦσα χώρα ἔχει οὐσιώδη οἰκονομικὰ συμφέροντα προϋπάρχοντα τοῦ πολέμου, πρέπει νὰ ἐπιδικασθῇ εἰς τὴν χώραν αὐτὴν ἐὰν τὸ ἐπιθυμῇ.

Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν δύο ἢ περισσότεραι αἰτοῦσαι χῶραι ἔχουν οὐσιώδη συμφέροντα τῆς φύσεως ταύτης ἐπὶ ἑνὸς εἴδους ἢ ὁμάδος καθωρισμένων εἰδῶν, ἡ ἐπιδίκασις πρέπει νὰ γίνῃ λαμβανομένων ὑπ' ὄψει τῶν κατωτέρω ἀναγραφομένων κριτηρίων.

2. Εἰς τὴν περίπτωσιν συντρεχουσῶν αἰτήσεων, ἐὰν ἡ ἐπιδίκασις δὲν καθορίζεται ὑπὸ τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 1, θὰ ληφθοῦν ὑπ' ὄψει μεταξὺ ἄλλων ἀποχρώντων παραγόντων, αἱ ἀκόλουθοι ἀπόψεις.

α) Ὁ βαθμὸς τοῦ ἐπείγοντος τῆς ἀνάγκης ἑκάστης αἰτούσης χώρας ὅπως ἔχῃ εἰς τὴν διάθεσίν της τὸ διαθέσιμον εἶδος ἢ τὰ διαθέσιμα εἴδη διὰ νὰ ἐπαναφέρῃ εἰς τὴν προτέραν των κατάστασιν, ν' ἀνοικοδομήσῃ ἢ ἐν γένει νὰ ἀποκαταστήσῃ τὴν ἐθνικήν της οἰκονομίαν εἰς τὴν πλήρη αὐτῆς δραστηριότητα. β) Τὸ μέτρον καθ' ὃ τὸ εἶδος ἢ τὰ εἴδη θὰ ἀντικαθίστων εἴδη καταστραφέντα, βλαβέντα ἢ γενόμενα ἀντικείμενα δηλώσεων κατὰ τὸν πόλεμον ἢ εἰδῶν, ἅτινα πρέπει ν' ἀντικατασταθοῦν συνεπείᾳ μὴ φυσιολογικῆς φθορᾶς ὀφειλομένης εἰς τὴν παραγωγὴν ἐν καιρῷ πολέμου καὶ τὰ ὁποῖα εἶναι ἱκανὰ νὰ παίζουν σπουδαῖον ρόλον εἰς τὴν οἰκονομίαν τῆς αἰτούσης χώρας.

γ) Ὁ ρόλος τοῦ εἴδους ἢ τῶν εἰδῶν περὶ ὧν πρόκειται ἐντὸς τοῦ γενικοῦ πλαισίου τῆς προπολεμικῆς οἰκονομίας τῆς αἰτούσης χώρας, καὶ εἰς τὰ προγράμματα τὰ καταρτισθέντα διὰ τὴν προσαρμογὴν καὶ τὴν ἀνάπτυξιν τῆς μεταπολεμικῆς της οἰκονομίας.

δ) Αἱ αἰτήσεις τῶν χωρῶν τῶν ὁποίων τὰ μερίδια τῶν ἐπανορθώσεων εἶναι μικρά, αἱ ὁποῖαι ὅμως ἔχουν ἀνάγκην ὡρισμένων εἰδῶν ἢ κατηγοριῶν εἰδῶν σαφῶς καθορισμένων.

3. Τὰ προγράμματα ἐπιδικάσεως πρέπει νὰ διατηρήσουν μίαν λογικὴν ἰσορροπίαν μεταξὺ τῶν διαφόρων δικαιούχων, ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἤδη ἱκανοποιηθὲν κλάσμα τῶν ἀντιστοίχων μερίδων των, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν προσωρινῶν ἐξαιρέσεων, αἵτινες θὰ ἐδικαιολογοῦντο ἀπὸ τὰς διατάξεις τῆς ἀνωτέρω παραγράφου 2 α).

Ἄρθρον 5.

Γενικαὶ ἀρχαὶ διὰ τὴν κατανομὴν τῶν ἐμπορικῶν σκαφῶν, καὶ τῶν σκαφῶν ἐσωτερικῆς ναυσιπλοΐας.

Α' .(1) Τὰ γερμανικὰ ἐμπορικὰ σκάφη τὰ διαθέσιμα πρὸς κατανομὴν λόγῳ ἐπανορθώσεων μεταξὺ τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων θὰ κατανεμηθοῦν μεταξὺ αὐτῶν κατ' ἀναλογίαν τῶν ἀντιστοίχων συνολικῶν ἀπωλειῶν εἰς ἐμπορικὰ σκάφη, ὑπολογιζομένων μὲ βάσιν τὴν ὁλικὴν χωρητικότητα εἰς τόννους, τὰς ὁποίας ὑπέστησαν αἱ ὑπογράφουσαι Κυβερνήσεις καὶ οἱ ὑπήκοοί των συνεπείᾳ πολεμικῶν γεγονότων. Ἀναγνωρίζεται ὅτι ἡ παραχώρησις ἐμπορικῶν σκαφῶν ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς καὶ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου εἰς ἄλλας Κυβερνήσεις εἶναι ἰσχυρὰ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ὁριστικῆς ἐγκρίσεως ὑπὸ τῶν νομοθετικῶν ὀργάνων τῶν δύο αὐτῶν χωρῶν ἡ ὁποῖα ἐνδεχομένως θὰ ἦτο ἀναγκαία.

2. Εἰδικὴ Ἐπιτροπή, ἀποτελουμένη ἀπὸ ἀντιπροσώπους τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων, θὰ συσταθῇ ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τοῦ Διασυμμαχικοῦ Ὀργανισμοῦ Ἐπανορθώσεων ἵνα ὑποβάλῃ συστάσεις ὅσον ἀφορᾷ τὸν προσδιορισμὸν τῶν ἀπωλειῶν αὐτῶν καὶ τὴν ἐπιδίκασιν τῶν διαθεσίμων πρὸς κατανομὴν γερμανικῶν ἐμπορικῶν σκαφῶν.

3. Ἡ ἀξία τῶν γερμανικῶν ἐμπορικῶν σκαφῶν ἡ ὁποία θὰ ἀχθῇ εἰς τοὺς λογαριασμοὺς τῶν ἐπανορθώσεων θὰ εἶναι ἡ ἀξία ἡ καθορισθεῖσα ὑπὸ τῆς Τριμεροῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐμπορικοῦ Ναυτικοῦ ἐπὶ τῇ βάσει τῶν τιμῶν τοῦ 1938 ἐν Γερμανίᾳ αὐξημένη κατὰ 15 ο]ο καὶ μὲ ἐφαρμογὴν ἑνὸς συντελεστοῦ ὑποτιμήσεως.

Β'. Λόγῳ τοῦ παραδεδεγμένου γεγονότος ὅτι μερικαὶ χῶραι ἔχουν ἰδιαιτέραν ἀνάγκην σκαφῶν ἐσωτερικῆς ναυσιπλοΐας ἡ κατανομὴ τῶν σκαφῶν αὐτῶν θὰ ἀνατεθῇ εἰς εἰδικὴν ἐπιτροπὴν καταρτιζομένην ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τοῦ Διασυμμαχικοῦ Ὀργανισμοῦ Ἐπανορθώσεων εἰς τὰς περιπτώσεις ὅπου σκάφη ἐσωτερικῆς ναυσιπλοΐας θὰ καθίσταντο διαθέσιμα μεταγενεστέρως λόγῳ ἐπανορθώσεων διὰ τὰς ὑπογραφούσας Κυβερνήσεις.

Ἡ ἐκτίμησις τῆς ἀξίας τῶν σκαφῶν ἐσωτερικῆς ναυσιπλοΐας θὰ γίνῃ ἐπὶ τῇ ὑποθετηθείσῃ διὰ τὸ ἐμπορικὸν ναυτικὸν βάσει ἢ ἐπὶ ἄλλης δικαίας, ἀναλόγου μὲ αὐτὴν, βάσεως.

Ἄρθρον 6.

Γερμανικαὶ περιουσίαι εἰς τὸ ἐξωτερικόν.

Α'. Ἑκάστη τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων, διὰ τῶν μεθόδων τῆς ἐκλογῆς της, θὰ παρακρατήσῃ τὰς γερμανικὰς ἐχθρικὰς περιουσίας τὰς εὑρισκομένας ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τῶν τελούντων ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν της ἢ θὰ διαθέσῃ ταύτας κατὰ τοιοῦτον τρόπον ὥστε νὰ μὴ περιέλθουν ἐκ νέου εἰς κατοχὴν Γερμανῶν οὔτε νὰ περιπέσουν ἐκ νέου ὑπὸ γερμανικὸν ἔλεγχον, καὶ θὰ ὑπολογίσῃ ἐπὶ τοῦ μεριδίου της τῶν ἐπανορθώσεων τὰς περὶ ὧν πρόκειται περιουσίας (ἀπηλλαγμένας ἀπὸ καθυστερουμένους φόρους, προνόμια καὶ ἔξοδα διαχειρίσεως, καὶ ἐλευθέρας παντὸς ἄλλου ἐμπραγμάτου βάρους βαρύνοντος συγκεκριμένα στοιχεῖα τῶν περιουσιῶν αὐτῶν, ὡς ἐπίσης καὶ παντὸς νομίμου συμβατικοῦ δικαιώματος ἔναντι τῶν τέως γερμανῶν κυρίων τῶν περιουσιῶν τούτων).

Β'. Αἱ ὑπογράφουσαι Κυβερνήσεις θὰ ἀνακοινώσουν εἰς τὸν Διασυμμαχικὸν Ὀργανισμὸν Ἐπανορθώσεων οἱανδήποτε πληροφορίαν ἤθελε ζητήσει οὗτος ἐπὶ τοῦ ποσοῦ τῶν περιουσιῶν αὐτῶν καὶ ἐπὶ τοῦ πραγματοποιουμένου κατὰ διαστήματα προϊόντος διὰ τῆς ἐκκαθαρίσεως τῶν εἰρημένων περιουσιῶν.

Γ'. Ἡ κυριότης ἢ ὁ ἔλεγχος τῶν γερμανικῶν περιουσιῶν τῶν εὑρισκομένων εἰς χώρας παραμεινάσας οὐδετέρας κατὰ τὸν πόλεμον ἐναντίον τῆς Γερμανίας θὰ ἀφαιρεθῇ ὑπὸ τὴν Γερμανίαν. Αἱ περιουσίαι αὗται θὰ ἐκκαθαρισθοῦν ἢ θὰ διατεθοῦν, συμφώνως πρὸς τὰς ἀποφάσεις τὰς ὁποίας θὰ λάβουν ἐπ' αὐτῶν αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι τῆς Ἀμερικῆς, ἡ Γαλλία καὶ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον, εἰς ἐκτέλεσιν συμφωνιῶν τὰς ὁποίας αἱ δυνάμεις αὗται θὰ διαπραγματευθοῦν μετὰ τῶν οὐδετέρων χωρῶν. Τὸ καθαρὸν προϊὸν τῆς ἐκκαθαρίσεως ἢ τῶν πράξεων διαθέσεως τῶν περιουσιῶν αὐτῶν θὰ τεθῇ εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ Διασυμμαχικοῦ Ὀργανισμοῦ Ἐπανορθώσεων διὰ νὰ κατανεμηθῇ λόγῳ ἐπανορθώσεων.

Δ'. Κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς ἀνωτέρω παραγράφου Α' αἱ περιουσίαι αἵτινες ἀνῆκον εἰς χώραν μέλος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἢ πρόσωπον τῆς ἐθνικότητος τοιαύτης χώρας καὶ οὐχὶ τῆς Γερμανίας κατὰ τὸν χρόνον τῆς προσαρτήσεως ἢ τῆς καταλήψεως τῆς χώρας ταύτης ὑπὸ τῆς Γερμανίας, ἢ τῆς εἰσόδου της εἰς τὸν πόλεμον, δὲν θὰ ὑπολογισθοῦν εἰς τὸν λογαριασμὸν της τῶν ἐπανορθώσεων, ἐννοουμένου ὅτι ἡ προηγουμένη διάταξις δὲν προδικάζει οὐδὲν τῶν ζητημάτων τὰ ὁποῖα θὰ ἠδύναντο νὰ τεθοῦν ἐν σχέσει μὲ περιουσίας μὴ ἀνηκούσας εἰς ὑπήκοον τῆς εἰρημένης χώρας κατὰ τὸν χρόνον τῆς προσαρτήσεως ἢ τῆς καταλήψεως τῆς χώρας ταύτης ὑπὸ τῆς Γερμανίας ἢ τῆς εἰσόδου της εἰς τὸν πόλεμον.

Ε'. Αἱ γερμανικαὶ περιουσίαι ἐχθρικοῦ χαρακτῆρος αἵτινες θὰ ὑπολογισθοῦν ἐπὶ τῶν μεριδίων τῶν ἐπανορθώ-

σεων πρέπει νὰ συμπεριλάβουν τὰς περιουσίας αἱ ὁποῖαι εἶναι πραγματικῶς γερμανικαὶ περιουσίαι ἐχθρικοῦ χαρακτῆρος, ἔστω καὶ ἐὰν ὁ ἐμφανὴς κύριος τοιούτων περιουσιῶν δὲν εἶναι γερμανὸς ἐχθρικοῦ χαρακτῆρος.

Ἑκάστη ὑπογράφουσα Κυβέρνησις πρέπει, ἐὰν δὲν ἐγένετο ἤδη τοῦτο, νὰ ἐκδώσῃ νομοθετήματα καὶ νὰ λάβῃ ὅλα τὰ ἄλλα κατάλληλα μέτρα διὰ νὰ ἀκυρωθοῦν ὅλαι αἱ μεταβιβάσεις αἱ γενόμεναι μετὰ τὴν κατάληψιν τοῦ ἐδάφους της ἢ τὴν εἴσοδόν της εἰς τὸν πόλεμον, μὲ τὴν δολίαν πρόθεσιν νὰ ἀποκρυβοῦν γερμανικὰ συμφέροντα ἐχθρικοῦ χαρακτῆρος, καὶ νὰ ἐξαιρεθοῦν ταῦτα ἀπὸ τὰς συνεπείας τῶν μέτρων ἐλέγχου ἐπὶ τῶν γερμανικῶν συμφερόντων ἐχθρικοῦ χαρακτῆρος.

ΣΤ'. Ἡ Συνέλευσις τοῦ Διασυμμαχικοῦ Ὀργανισμοῦ Ἐπανορθώσεων θὰ συστήσῃ μίαν Ἐπιτροπὴν Ἐμπειρογνωμόνων ἐπὶ ζητημάτων μεσεγγυήσεως ἐχθρικῶν περιουσιῶν μὲ τὸν σκοπὸν νὰ λύῃ τὰς πρακτικὰς νομικὰς καὶ ἑρμηνευτικὰς δυσκολίας αἱ ὁποῖαι εἶναι δυνατὸν νὰ προκύψουν. Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ πρέπῃ κυρίως νὰ ἐπαγρυπνῇ ὅπως ἀποφευχθῇ πᾶν ὅ,τι θὰ ἠδύνατο νὰ ἔχῃ ὡς συνέπειαν τὴν διατήρησιν συναλλαγῶν πλασματικῶν ἢ ἄλλων προωρισμένων εἴτε νὰ εὐνοήσουν ἐχθρικὰ συμφέροντα, εἴτε νὰ ἐλαττώσουν ὑπερμέτρως τὸ σύνολον τῶν εἰδῶν τῶν δυναμένων νὰ διατεθοῦν διὰ τὰς ἐπανορθώσεις.

Ἄρθρον 7.

Καταληφθέντα ἐφόδια.

Ἡ ἀξία τῶν ἐφοδίων καὶ ἄλλων ὑλικῶν δυναμένων νὰ χρησιμεύσουν δι' ἀστικὰς ἀνάγκας, κατασχεθέντων ἀπὸ τὰς γερμανικὰς ἐνόπλους δυνάμεις ἔξω τῆς Γερμανίας, καὶ παραδοθέντων εἰς ὑπογραφούσας Κυβερνήσεις, θὰ ὑπολογισθῇ ἐπὶ τῶν μεριδίων τῶν ἐπανορθώσεων, ἐφόσον τὰ ἐφόδια ταῦτα καὶ τὰ ὑλικὰ δὲν θὰ ἔχουν πληρωθῇ, ἢ παραδοθῇ δυνάμει ἄλλων συμφωνιῶν μὴ προβλεπουσῶν ἀντιπαροχήν.

Ἀναγνωρίζεται ὅτι αἱ μεταβιβάσεις τοιούτων ὑλικῶν καὶ ἐφοδίων ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς καὶ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου εἰς ἄλλας Κυβερνήσεις ὑπόκεινται εἰς τὴν ὁριστικὴν ἔγκρισιν ὑπὸ τῶν νομοθετικῶν ὀργάνων τῶν δύο χωρῶν ἡ ὁποία θὰ ἦτο ἐνδεχομένως ἀναγκαία.

Ἄρθρον 8.

Ἐπιδίκασις μέρους τῶν ἐπανορθώσεων εἰς θύματα τῆς γερμανικῆς δράσεως μὴ δυνάμενα νὰ ἐπαναπατρισθοῦν.

Δοθέντος ὅτι μέγας ἀριθμὸς προσώπων ὑπέφερον σκληρῶς ἕνεκα τῶν ἐνθνικοσοσιαλιστῶν καὶ εὑρίσκονται νῦν ἐν ἐπιτακτικῇ ἀνάγκῃ νὰ βοηθηθοῦν διὰ τὴν «ἀποκατάστασίν των» ἀλλὰ δὲν δύνανται, νὰ ζητήσουν τὴν συνδρομὴν οὐδεμιᾶς Κυβερνήσεως λαμβανούσης ἐπανορθώσεις ἀπὸ τὴν Γερμανίαν, αἱ Κυβερνήσεις τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν, τῆς Ἀμερικῆς, τῆς Γαλλίας, τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Τσεχοσλοβακίας καὶ τῆς Γιουγκοσλαβίας, ἐν συνεννοήσει καὶ μετὰ τῆς Διακυβερνητικῆς Ἐπιτροπῆς Προσφύγων θὰ καταρτίσουν ἐπειγόντως σχέδιον, δεκτὸν διὰ κοινῆς συμφωνίας, ἐπὶ τῶν ἀκολούθων γενικῶν ἀρχῶν :

Α'. Μέρος τῶν ἐπανορθώσεων ἀποτελούμενον ἀπὸ τὸ σύνολον τοῦ μὴ νομισματικοῦ χρυσοῦ τοῦ εὑρεθέντος ἐν Γερμανίᾳ ὑπὸ τῶν συμμαχικῶν ἐνόπλων δυνάμεων καὶ ἀπὸ συμπληρωματικὸν ποσὸν μὴ ὑπερβαῖνον τὰ 25 ἑκατομμύρια δολλαρίων, θὰ διατεθῇ διὰ τὴν «ἀποκατάστασιν» καὶ ἐπανεγκατάστασιν τῶν μὴ δυναμένων νὰ ἐπαναπατρισθοῦν θυμάτων τῆς γερμανικῆς δράσεως.

Β'. Τὸ ποσὸν τῶν 25 ἑκατομμυρίων δολλαρίων θὰ προαφαιρεθῇ ἐκ τοῦ προϊόντος τῆς ἐκκαθαρίσεως τῶν γερμανικῶν περιουσιῶν τῶν εὑρισκομένων εἰς οὐδετέρας χώρας καὶ διαθεσίμων διὰ τὰς ἐπανορθώσεις.

Γ'. Αἱ Κυβερνήσεις τῶν οὐδετέρων χωρῶν θὰ παρακληθοῦν νὰ καταστήσουν πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον διαθέσιμα (ἐπὶ πλέον τῶν 25 ἑκατομμυρίων δολλαρίων) τὰς ἐν ταῖς εἰρημέναις χώραις εὑρισκομένας περιουσίας τὰς ἀνηκούσας εἰς θύματα πράξεων τῶν ἐθνικοσοσιαλιστῶν τὰ ὁποῖα ἀπεβίωσαν ἔκτοτε ἄνευ κληρονόμων.

Δ'. Μόνον τὰ πρόσωπα ἐκεῖνα τὰ ὁποῖα ὑπῆρξαν πραγματικῶς θύματα τῶν διώξεων τῶν ἐθνικοσοσιαλιστῶν καὶ τὰ ὁποῖα ἀνήκουν εἰς τὰς κατωτέρω κατηγορίας, ὡς καὶ αἱ οἰκογένειαί των καὶ τὰ προστατευόμενα ὑπ' αὐτῶν πρόσωπα, δύνανται νὰ γίνουν δεκτὰ ὅπως ἐπωφεληθοῦν τῆς συνδρομῆς τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τοῦ ἐν λόγῳ σχεδίου.

1. Πρόσφυγες ἐκ τῆς ἐθνικοσοσιαλιστικῆς Γερμανίας ἢ Αὐστρίας, οἵτινες ἔχουν ἀνάγκην συνδρομῆς καὶ δὲν δύνανται νὰ ἀποσταλοῦν εἰς τὰς χώρας των ἐντὸς εὐλόγου προθεσμίας, λόγῳ τῶν ἐπικρατουσῶν συνθηκῶν.

2. Γερμανοὶ καὶ αὐστριακοὶ ὑπήκοοι διαμένοντες ἐπὶ τοῦ παρόντος ἐν Γερμανίᾳ ἢ Αὐστρίᾳ εἰς ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις ὅπου εἶναι δίκαιον διὰ λόγους ἀνθρωπισμοῦ νὰ ὑποστηριχθοῦν ὅπως ἀποδημήσουν καὶ ἐφ' ὅσον ἀποδημήσουν πραγματικῶς ἐντὸς ὡρισμένης προθεσμίας.

3. Ὑπήκοοι τῶν χωρῶν τῶν προηγουμένως κατεχομένων ὑπὸ τῶν Γερμανῶν, οἱ ὁποῖοι δὲν δύνανται νὰ ἐπαναπατρισθοῦν, ἢ δὲν εἶναι εἰς κατάστασιν νὰ ἐπαναπατρισθοῦν ἐντὸς εὐλόγου προθεσμίας. Μὲ τὸν σκοπὸν ὅπως ἅπασα ἡ συνδρομὴ περιορισθῇ εἰς τοὺς πλέον δυστυχεῖς καὶ τοὺς πλέον ἀξίους αὐτῆς πρόσφυγας καὶ ν' ἀποκλεισθοῦν αὐτῆς τὰ πρόσωπα τῶν ὁποίων ἡ νομιμοφροσύνη πρὸς τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη εἶναι, ἢ ὑπῆρξεν ἀμφίβολος, ἡ συνδρομὴ δὲν θὰ χορηγηθῇ εἰς τοὺς ὑπηκόους ἢ τέως ὑπηκόους τῶν πρώην κατεχομένων χωρῶν παρὰ μόνον ἐὰν εἶχον ἐγκλεισθῇ εἰς στρατόπεδον συγκεντρώσεως τῶν ἐθνικοσοσιαλιστῶν, εἰς στρατόπεδα συγκεντρώσεως ἱδρυθέντα ὑπὸ καθεστώτων ὑφισταμένων τὴν ἐθνικοσοσιαλιστικὴν ἐπιρροὴν μὴ συμπεριλαμβανομένων τῶν προσώπων τῶν ἐγκλεισθέντων μόνον εἰς στρατόπεδα αἰχμαλώτων πολέμου.

Ε'. Ἡ διαχείρισις τῶν κεφαλαίων τὰ ὁποῖα καθιστῶνται διαθέσιμα συμφώνως πρὸς τὰς ἀνωτέρω παραγράφους Α καὶ Β θὰ γίνεται ἀπὸ τὴν Διακυβερνητικὴν Ἐπιτροπὴν Προσφύγων ἢ ὑπὸ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν εἰς τὸν ὁποῖον αἱ λειτουργίαι αἱ ἀσκούμεναι ὑπὸ τῆς Διακυβερνητικῆς Ἐπιτροπῆς εἰς τὸ πεδίον αὐτὸ θὰ δύνανται νὰ μεταβιβασθοῦν ἐν τῷ μέλλοντι. Ἡ διαχείρισις τῶν κεφαλαίων τὰ ὁποῖα καθίστανται διαθέσιμα συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἀνωτέρω παραγράφου Γ' θὰ γίνεται πρὸς ἐπίτευξιν τῶν γενικῶν σκοπῶν εἰς οὓς ἀποβλέπει τὸ παρὸν ἄρθρον συμφώνως πρὸς πρόγραμμα διαχειρίσεως, ὅπερ θέλει καταρτισθῇ ὑπὸ τῶν ἀνωτέρω πέντε Κυβερνήσεων.

ΣΤ'. Ὁ μὴ νομισματικὸς χρυσὸς ὁ εὑρεθεὶς ἐν Γερμανίᾳ θὰ τεθῇ εἰς τὴν διάθεσιν τῆς Διακυβερνητικῆς Ἐπιτροπῆς Προσφύγων μόλις καταρτισθῇ τὸ σχέδιον.

Ζ'. Ἡ Διακυβερνητικὴ Ἐπιτροπὴ Προσφύγων θὰ ἔχῃ τὴν ἐξουσίαν νὰ ἐξασφαλίζῃ τὴν πραγματοποίησιν τῶν σκοπῶν διὰ τοὺς ὁποίους ἐδημιουργήθη τὸ κεφάλαιον τοῦτο, δι' ἁρμοδίων ἐκτελεστικῶν ὀργάνων δημοσίου ἢ ἰδιωτικοῦ χαρακτῆρος.

Η'. Τὰ κεφάλαια θὰ χρησιμοποιηθοῦν οὐχὶ διὰ νὰ ἀποζημιωθοῦν ἀτομικῶς θύματα ἀλλὰ διὰ νὰ διευκολυνθῇ ἡ «ἀποκατάστασις» ἢ ἡ ἐπανεγκατάστασις προσώπων ἀνηκόντων εἰς τὰς κατηγορίας τὰς δικαιουμένας συνδρομῆς.

Θ'. Οὐδεμία διάταξις τοῦ παρόντος ἄρθρου δύναται νὰ θεωρηθῇ ὡς προδικάζουσα τὰς ἀπαιτήσεις τὰς ὁποίας πρόσφυγες θὰ δικαιοῦνται ἐνδεχομένως νὰ ἐγείρουν ἀτομικῶς ἐναντίον μελλούσης γερμανικῆς Κυβερνήσεως, εἰμὴ ἐν τῷ μέτρῳ καθ' ὃ οἱ Πρόσφυγες οὗτοι ὠφελήθησαν ἀπὸ τοὺς πόρους τοὺς προβλεπομένους εἰς τὰς ἀνωτέρω παραγράφους Α' καὶ Γ'.

ΜΕΡΟΣ ΙΙ.

Διασυμμαχικὸς Ὀργανισμὸς Ἐπανορθώσεων.

Ἄρθρον 1.

Σύστασις τοῦ Ὀργανισμοῦ.

Αἱ ὑπογράφουσαι τὴν παροῦσαν συμφωνίαν Κυβερνήσεις συνιστοῦν ἕνα Διασυμμαχικὸν Ὀργανισμὸν Ἐπανορ-

θώσεων (ἐφεξῆς ὀνομαζόμενον «ὁ Ὀργανισμός»). Ἑκάστη ἐξ αὐτῶν διορίζει ἀντιπρόσωπόν της εἰς τὸν Ὀργανισμὸν καὶ δύναται ἐπίσης νὰ διορίσῃ ἕνα ἀναπληρωματικὸν ἀντιπρόσωπον, ὅστις ἐν ἀπουσίᾳ τοῦ ἀντιπροσώπου ἔχει τὰς ἁρμοδιότητας καὶ τὰς ἐξουσίας τούτου.

Ἄρθρον 2.

Ἁρμοδιότητες τοῦ Ὀργανισμοῦ.

Α'. Ὁ Ὀργανισμὸς κατανέμει τὰς γερμανικὰς ἐπανορθώσεις μεταξὺ τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ πάσης ἄλλης συμφωνίας ἡ ὁποία εἶναι ἢ θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μεταξὺ τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων. Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν, ὁ Ὀργανισμὸς εἶναι τὸ ὄργανον διὰ τοῦ ὁποίου αἱ ὑπογράφουσαι Κυβερνήσεις λαμβάνουν τὰς πληροφορίας τὰς ἀφορώσας τὰς διαθεσίμους λόγῳ ἐπανορθώσεων παροχὰς καὶ ἐκφράζουν τὰς ἐπιθυμίας των ἐπὶ τοῦ ζητήματος.

Β'. Ὁ Ὀργανισμὸς χειρίζεται ἅπαντα τὰ ζητήματα τ' ἀφορῶντα τὴν ἀπόδοσιν εἰς μίαν ὑπογράφουσαν Κυβέρνησιν εἴδους εὑρισκομένου ἐντὸς μιᾶς τῶν δυτικῶν ζωνῶν τῆς Γερμανίας τὰ ὁποῖα τῷ παραπέμπονται ὑπὸ τοῦ Ἀνωτέρου Διοικητοῦ τῆς Ζώνης ταύτης (ἐνεργοῦντος διὰ λογαριασμὸν τῆς Κυβερνήσεώς του) ἐκ συμφώνου μετὰ τῆς ἢ τῶν αἰτουσῶν Κυβερνήσεων, χωρὶς ὅμως νὰ προδικάζεται ἡ ρύθμισις τῶν ζητημάτων αὐτῶν μετὰ τῶν ἐνδιαφερομένων ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων εἴτε διὰ συμφωνίας, εἴτε διὰ διαιτητικῆς διαδικασίας.

Ἄρθρον 3.

Ἐσωτερικὴ Ὀργάνωσις τοῦ Ὀργανισμοῦ.

Α'. Τὰ Ὄργανα τοῦ Ὀργανισμοῦ εἶναι ἡ Συνέλευσις καὶ ἡ Γραμματεία.

Β'. Ἡ Συνέλευσις ἀποτελεῖται ἀπὸ τοὺς ἀντιπροσώπους. Προεδρεύεται ἀπὸ τὸν Πρόεδρον τοῦ Ὀργανισμοῦ. Πρόεδρος τοῦ Ὀργανισμοῦ εἶναι ὁ ἀντιπρόσωπος τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως.

Γ'. Ἡ Γραμματεία τελεῖ ὑπὸ τὴν διεύθυνσιν τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, βοηθουμένου ὑπὸ δύο βοηθῶν Γενικῶν Γραμματέων. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ οἱ δύο βοηθοὶ Γενικοὶ Γραμματεῖς διορίζονται ἀπὸ τὰς Κυβερνήσεις τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, τῆς Γαλλίας καὶ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου. Ἡ Γραμματεία ἔχει διεθνῆ χαρακτῆρα. Ἐνεργεῖ διὰ λογαριασμὸν τοῦ Ὀργανισμοῦ καὶ οὐχὶ διὰ λογαριασμὸν τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων λαμβανομένων ἀτομικῶς.

Ἄρθρον 4.

Ἁρμοδιότητες τῆς Γραμματείας.

Αἱ ἁρμοδιότητες τῆς Γραμματείας εἶναι αἱ ἀκόλουθοι :

Α'. Νὰ καταρτίζῃ προγράμματα διὰ τὴν κατανομὴν τῶν γερμανικῶν ἐπαρνορθώσεων καὶ νὰ τὰ ὑποβάλῃ εἰς τὴν Συνέλευσιν.

Β'. Νὰ τηρῇ λεπτομερεῖς λογαριασμοὺς τῶν διαθεσίμων εἰδῶν λόγῳ γερμανικῶν ἐπανορθώσεων καὶ τῶν κατανεμομένων ἐκ τοῦ λόγου τούτου εἰδῶν.

Γ'. Νὰ καταρτίζῃ τὸν προϋπολογισμὸν τοῦ Ὀργανισμοῦ καὶ νὰ τὸν ὑποβάλῃ εἰς τὴν Συνέλευσιν.

Δ'. Νὰ ἐκτελῇ οἱασδήποτε ἄλλας διοικητικὰς λειτουργίας, αἱ ὁποῖαι θὰ ἦσαν ἐνδεχομένως ἀναγκαῖαι.

Ἄρθρον 5.

Ἁρμοδιότητες τῆς Συνελεύσεως.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 4 καὶ 7 τοῦ μέρους ΙΙ τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἡ Συνέλευσις προβαίνει εἰς τὰς ἐπιδικάσεις λόγῳ γερμανικῶν ἐπανορθώσεων μεταξὺ τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ οἱασδήποτε ἄλλης συμφωνίας ἡ ὁποία εἶναι ἢ θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μεταξὺ τῶν εἰρημένων ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων. Ἐγκρίνει ὁμοίως τὸν προϋπολογισμὸν τοῦ Ὀργανισμοῦ καὶ ἐκτελεῖ οἱασδήποτε ἄλλας λειτουργίας συμβιβαζομένας μὲ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Πράξεως.

Ἄρθρον 6.

Ψηφοφορία ἐν τῇ Συνελεύσει.

Πλὴν ἀντιθέτων διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας ἕκαστος ἀντιπρόσωπος διαθέτει μίαν ψῆφον. Αἱ ἀποφάσεις τῆς Συνελεύσεως λαμβάνονται διὰ πλειοψηφίας τῶν ψηφισάντων.

Ἄρθρον 7.

Προσφυγὴ ἐναντίον τῶν ἀποφάσεων τῆς Συνελεύσεως.

Α'. Ὅταν ἡ Συνέλευσις δὲν ἔχει ἱκανοποιήσῃ τὴν αἴτησιν ἑνὸς ἀντιπροσώπου ἀποβλέπουσαν εἰς τὸ νὰ ἐπιδικασθῇ ὡρισμένον εἶδος εἰς τὴν Κυβέρνησίν του, ἡ Κυβέρνησις ὑποβάλλει τὸ ζήτημα εἰς διαιτησίαν, ἐὰν τὸ ζητήσῃ ὁ ἀντιπρόσωπος οὗτος, ἐντὸς προθεσμίας ὁριζομένης ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως. Τὸ ἀποτέλεσμα τῆς προσφυγῆς ταύτης εἶναι ἀνασταλτικόν.

Β'. Οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν Κυβερνήσεων, αἵτινες ζητοῦν εἶδος τοῦ ὁποίου ἡ ἐπιδίκασις ὑποβάλλεται εἰς διαιτησίαν συμφώνως τῇ ἀνωτέρῳ παραγράφῳ Α' ὁρίζουν ἕνα διαιτητὴν ἐκλεγόμενον μεταξὺ τῶν ἄλλων ἀντιπροσώπων. Ἐὰν δὲν ἐπιτυγχάνεται ἡ συμφωνία ἐπὶ τῆς ἐκλογῆς τοῦ διαιτητοῦ, ὁ ἀντιπρόσωπος τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς ἀναλαμβάνει τὰ καθήκοντα διαιτητοῦ ἢ διορίζει διαιτητὴν μεταξὺ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν Κυβερνήσεων, αἵτινες δὲν ζητοῦν τὸ ἐν λόγῳ εἶδος. Ἐὰν ἡ Κυβέρνησις τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς εὑρίσκεται μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων, αἵτινες διεκδικοῦν τὸ ἐν λόγῳ εἶδος, ὁ Πρόεδρος τοῦ Ὀργανισμοῦ ὁρίζει ὡς διαιτητὴν ἕνα ἀντιπρόσωπον Κυβερνήσεως μὴ εὑρισκομένης εἰς τὴν αὐτὴν θέσιν.

Ἄρθρον 8.

Ἐξουσία τοῦ διαιτητοῦ.

Ὅταν τὸ ζήτημα τῆς ἐπιδικάσεως ὡρισμένου εἴδους παραπέμπεται εἰς διαιτησίαν, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 7 τοῦ Μέρους ΙΙ τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὁ διαιτητὴς ἔχει τὴν ἐξουσίαν νὰ ἐπιδικάζῃ ἀνεκκλήτως τὸ ἐν λόγῳ εἶδος εἰς μίαν τῶν αἰτουσῶν Κυβερνήσεων. Ὁ διαιτητὴς δύναται, ἐὰν τὸ κρίνῃ σκόπιμον, νὰ παραπέμψῃ εἰς τὴν Γραμματείαν, διὰ συμπληρωματικὴν ἐξέτασιν τὴν ἐπιδίκασιν τοῦ ἐν λόγῳ εἴδους. Δύναται ἐπίσης, ἐὰν τὸ θεωρῇ σκόπιμον, νὰ ζητήσῃ ἀπὸ τὴν Γραμματείαν νὰ ὑποβάλῃ ἐκ νέου τὴν ἐπιδίκασιν τοῦ ἐν λόγῳ εἴδους εἰς τὴν Συνέλευσιν.

Ἄρθρον 9.

Δαπάναι.

Α'. Ἑκάστη Κυβέρνησις καταβάλλει τοὺς μισθοὺς καὶ τὰς ἀποζημιώσεις τῶν ἀντιπροσώπων της καὶ τοῦ προσωπικοῦ τῆς ἀντιπροσωπείας της.

Β'. Αἱ κοιναὶ δαπάναι τοῦ Ὀργανισμοῦ καταβάλλονται ἐκ τῶν κεφαλαίων τοῦ Ὀργανισμοῦ. Τὰ κεφάλαια ταῦτα παρέχονται ὑπὸ ἑκάστης τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων : διὰ τὰ δύο πρῶτα ἔτη ἀπὸ τῆς ἐγκαθιδρύσεως τοῦ Ὀργανισμοῦ ἀναλόγως πρὸς τὸ μερίδιόν της ἐπὶ τοῦ συνόλου τῶν εἰδῶν τῆς κατηγορίας Β' καὶ εἶτα, ἀναλόγως πρὸς τὸ μερίδιόν της ἐπὶ τοῦ συνόλου τῶν εἰδῶν τῆς κατηγορίας Α'.

Γ'. Ἑκάστη ὑπογράφουσα Κυβέρνησις καταβάλλει τὴν συνδρομήν της εἰς τὸν προϋπολογισμὸν τοῦ Ὀργανισμοῦ δι' ἑκάστην οἰκονομικὴν χρῆσιν (ὡς αὕτη καθορίζεται ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως) κατὰ τὴν ἔναρξιν τῆς χρήσεως ταύτης ἐξυπακουομένου ὅτι ἑκάστη Κυβέρνησις, κατὰ τὴν ὑπ' αὐτῆς ὑπογραφὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας, παρέχει, ἐπὶ συνόλου λιρῶν Ἀγγλίας 50.000, συνδρομὴν τοὐλάχιστον ἀνάλογον πρὸς τὸ μερίδιόν της ἐπὶ τοῦ συνόλου τῶν εἰδῶν τῆς κατηγορίας Β' καὶ ὅτι καταβάλλει, ἐντὸς τῶν ἑπομένων τριῶν μηνῶν τὸ ὑπόλοιπον τῆς συνδρομῆς της εἰς τὸν προϋπολογισμὸν τοῦ Ὀργανισμοῦ διὰ τὴν οἰκονομικὴν χρῆσιν διαρκούσης τῆς ὁποίας ὑπογράφει τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν,

Δ'. Ἅπαντα τὰ ὀφειλόμενα ὑπὸ τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων ποσά, ἐξοφλοῦνται εἰς βελγικὰ φράγκα ἢ εἰς ἓν ἢ πλείονα ἐκ τῶν νομισμάτων τὰ ὁποῖα ἤθελεν ὁρίσει ὁ Ὀργανισμός.

Ἄρθρον 10.

Ψήφισις τοῦ προϋπολογισμοῦ.

Κατὰ τὴν ἐξέτασιν τοῦ προϋπολογισμοῦ τοῦ Ὀργανισμοῦ δι' ἑκάστην οἰκονομικὴν χρῆσιν, ἕκαστος ἀντιπρόσωπος διαθέτει εἰς τὴν Συνέλευσιν ἀριθμὸν ψήφων ἀνάλογον πρὸς τὴν συνδρομὴν ἣν ὀφείλει ἡ Κυβέρνησίς του κατὰ τὴν ἐξεταζομένην οἰκονομικὴν χρῆσιν.

Ἄρθρον 11.

Ἐπίσημοι γλῶσσαι.

Αἱ ἐπίσημοι γλῶσσαι τοῦ Ὀργανισμοῦ εἶναι ἡ ἀγγλικὴ καὶ ἡ γαλλική.

Ἄρθρον 12.

Γραφεῖα τοῦ Ὀργανισμοῦ.

Ἡ ἕδρα τοῦ Ὀργανισμοῦ εἶναι αἱ Βρυξέλαι. Ὁ Ὀργανισμὸς ἐγκαθιστᾷ ὄργανα συνδέσμου εἰς οἱονδήποτε ἄλλον τόπον ἤθελεν ὁρίσει ἡ Συνέλευσις, ἀφοῦ ἐξφαλισθοῦσαν αἱ ἀναγκαῖαι συμφωνίαι.

Ἄρθρον 13.

Ἀποχώρησις.

Ἑκάστη ὑπογράφουσα Κυβέρνησις πλὴν τῶν ὑπευθύνων διὰ τὸν ἔλεγχον ἐπὶ τμήματος τοῦ γερμανικοῦ ἐδάφους, δύναται νὰ ἀποχωρήσῃ ἀπὸ τὸν Ὀργανισμὸν ἀφοῦ ἀπευθύνῃ γραπτὴν ἀνακοίνωσιν εἰς τὴν Γραμματείαν.

Ἄρθρον 14.

Τροποποιήσεις καὶ διάλυσις.

Τὸ Μέρος ΙΙ τῆς παρούσης Συμφωνίας δύναται νὰ τροποποιηθῇ ἢ ὁ Ὀργανισμὸς νὰ διαλυθῇ δι' ἀποφάσεως λαμβανομένης ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως διὰ πλειοψηφίας τῶν ψηφισάντων, ἐφ' ὅσον οἱ ἀντιπρόσωποι οἱ ἀπαρτίζοντες τὴν πλειοψηφίαν ταύτην ἀντιπροσωπεύουν Κυβερνήσεις τὸ σύνολον τῶν μερίδων τῶν ὁποίων ἀποτελεῖ τοὐλάχιστον τὰ 80 ο]ο τοῦ συνόλου τῶν μερίδων τῆς κατηγορίας Α'.

Ἄρθρον 15.

Νομικὴ ἱκανότης. Ἀσυλίαι καὶ προνόμια.

Ὁ Ὀργανισμὸς ἀπολαμβάνει ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑκάστης ὑπογραφούσης Κυβερνήσεως, τῆς νομικῆς ἱκανότητος, ὡς καὶ τῶν προνομίων ἀσυλιῶν καὶ εὐκολιῶν τῶν ὁποίων ἔχει ἀνάγκην πρὸς ἄσκησιν τῶν ἁρμοδιοτήτων του καὶ ἐπίτευξιν τῶν σκοπῶν του. Οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων καὶ οἱ ὑπάλληλοι τοῦ Ὀργανισμοῦ ἀπολαύουν ὁμοίως τῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν τῶν ὁποίων ἔχουν ἀνάγκην διὰ νὰ ἀσκοῦν, ἐν πάσῃ ἀνεξαρτησίᾳ, τὰς ἁρμοδιότητάς των ἐν σχέσει πρὸς τὸν Ὀργανισμόν.

ΜΕΡΟΣ ΙΙΙ.

Ἀπόδοσις τοῦ νομισματικοῦ χρυσοῦ.

Ἄρθρον μόνον

Α'. Ἅπας ὁ νομισματικὸς χρυσὸς ὁ εὑρεθεὶς ἐν Γερμανίᾳ ὑπὸ τῶν ἑνόπλων συμμαχικῶν δυνάμεων, ὡς καὶ ὁ ἀναφερόμενος εἰς τὴν κατωτέρω παράγραφον Ζ' (περιλαμβανομένων τῶν χρυσῶν νομισμάτων, ἐξαιρέσει τῶν νομισμάτων ἐκείνων τὰ ὁποῖα ἔχουν νομισματικὴν ἢ ἱστορικὴν ἀξίαν, τὰ ὁποῖα θὰ ἀδποδοθοῦν ἀμέσως ἐὰν εἶναι δυνατὸν νὰ ἀναγνωρισθοῦν) θὰ συγκεντρωθῇ εἰς ἓν κοινὸν σύνολον διὰ νὰ κατανεμηθῇ λόγῳ ἀποδόσεων μεταξὺ τῶν χωρῶν, αἱ ὁποῖαι γίνονται δεκταὶ ὅπως ἐπωφεληθοῦν τοῦ συνόλου τούτου, κατ' ἀναλογίαν τῶν ποσοτήτων χρυσοῦ τὰς ὁποίας ἀντιστοίχως ἀπώλεσαν λόγῳ ἁρπαγῶν ἐκ μέρους τῆς Γερμανίας, ἢ παρανόμων μεταβιβάσεων εἰς Γερμανίαν.

Β'. Χωρὶς νὰ θίγωνται αἱ αἰτήσεις αἱ ἀφορῶσαι τὸν μὴ ἀποδιδόμενον χρυσόν, αἱ ὑποβληθεῖσαι λόγῳ ἐπανορθώσεων, ἡ ποσότης νομισματικοῦ χρυσοῦ ἡ περιεχομένη εἰς ἑκάστην τῶν χωρῶν τῶν γινομένων δεκτῶν ὅπως ἐπωφεληθοῦν τοῦ συνόλου τούτου, θὰ γίνῃ ἀποδεκτὴ ὑπὸ ταύτης ὡς πλήρης καὶ ὁριστικὸς διακανονισμὸς πάσης ἀπαιτήσεως ἐναντίον τῆς Γερμανίας λόγῳ ἀποδόσεως νομισματικοῦ χρυσοῦ.

Γ'. Ἀνάλογος μερὶς τοῦ χρυσοῦ θὰ ἐπιδικασθῇ εἰς ἑκάστην ἐνδιαφερομένην χώραν, ἡ ὁποία ἀποδέχεται τὴν παροῦσαν ρύθμισιν ἀφορῶσαν τὴν ἀπόδοσιν τοῦ νομισματικοῦ χρυσοῦ καὶ ἡ ὁποία δύναται νὰ ἀποδείξῃ ὅτι μία ὡρισμένη ποσότης νομισματικοῦ χρυσοῦ ἀνήκουσα εἰς αὐτὴν ὑπῆρξεν ἀντικείμενον ἁρπαγῆς ὑπὸ τῆς Γερμανίας ἢ καθ' οἱανδήποτε ἡμερομηνίαν μετὰ τὴν 12ην Μαρτίου 1938 ὑπῆρξεν ἀντικείμενον παρανόμου μεταβιβάσεως εἰς γερμανικὸν ἔδαφος.

Δ'. Τὸ ζήτημα τῆς ἐνδεχομένης συμμετοχῆς χωρῶν, μὴ ἀντιπροσωπευθεισῶν εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν (πλὴν τῆς Γερμανίας, συμπεριλαμβανομένης ὅμως τῆς Αὐστρίας καὶ τῆς Ἰταλίας) εἰς τὴν ἀνωτέρω ἀναφερομένην κατανομὴν παραμένει ἐκκρεμὲς καὶ τὸ ἰσάξιον τῆς ποσότητος ἡ ὁποία θὰ ἀπετέλει τὸ σύνολον τῶν μεριδίων τῶν κρατῶν αὐτῶν, ἐὰν ἐγίνοντο δεκτὰ ὅπως συμμετάσχουν εἰς τὴν κατανομήν, θὰ παραφυλαχθῇ διὰ νὰ γίνῃ μεταγενεστέρως ἡ διάθεσίς του, συμφώνως πρὸς ὅ,τι ἤθελεν ἀποφασισθῇ ἀπὸ τὰς ἐνδιαφερομένας Συμμαχικὰς Κυβερνήσεις.

Ε'. Αἱ διάφοροι χῶραι αἱ γινόμεναι δεκταὶ ὅπως ἐπωφεληθοῦν τοῦ συνόλου τούτου θὰ παράσχουν εἰς τὰς Κυβερνήσεις τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, τῆς Γαλλίας καὶ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου, ἐν τῇ ἰδιότητί του ὡς ἐνδιαφερομένων Δυνάμεων κατοχῆς λεπτομερῶς καὶ ἐξακριβωσίμους πληροφορίας περὶ τῶν ἀπωλειῶν εἰς χρυσὸν ἃς ὑπέστησαν ὡς ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι ἡ Γερμανία ἀφήρεσε τὸν χρυσὸν αὐτὸν ἢ ὅτι ὁ χρυσὸς αὐτὸς μετεφέρθη ἐπὶ τοῦ ἐδάφους της.

ΣΤ'. Αἱ Κυβερνήσεις τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς, τῆς Γαλλίας καὶ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου θὰ λάβουν πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ἐντὸς τῆς ζώνης τῆς Γερμανίας τὴν ὁποίαν ἀντιστοίχως κατέχουν διὰ τὴν πραγματοποίησιν κατανομῆς συμφώνου πρὸς τὰς ἀνωτέρω διατάξεις.

Ζ'. Οἱοσδήποτε νομισματικὸς χρυσὸς καταστῇ δυνατὸν νὰ ἐπανακτηθῇ ἀπὸ τρίτην χώραν, ὅπου ἔχει μεταφερθῇ ὑπὸ τῆς Γερμανίας θὰ κατανεμηθῇ συμφώνως πρὸς τὴν παροῦσαν συμφωνίαν τὴν ἀφορῶσαν τὴν ἀπόδοσιν τοῦ νομισματικοῦ χρυσοῦ.

ΜΕΡΟΣ ΙΥ.

Ἔναρξις τῆς ἰσχύος καὶ ὑπογραφή.

Ἄρθρον 1.

Ἔναρξις τῆς ἰσχύος.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία δύναται νὰ ὑπογραφῇ ὑπὸ πάσης Κυβερνήσεως ἀντιπροσωπευθείσης εἰς τὴν Διάσκεψιν τῶν Παρισίων ἐπὶ τῶν ἐπανορθώσεων.

Μόλις ὑπογραφῇ ἀπὸ Κυβερνήσεις δικαιουμένας συλλογικῶς εἰς τοὐλάχιστον 80 ο]ο τῶν προβλεπομένων διὰ τὰς ὑπογραφούσας Κυβερνήσεις μεριδίων ἐπὶ τῆς κατηγορίας Α' τῶν Γερμανικῶν Ἐπανορθώσεων, θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μεταξὺ τῶν εἰρημένων Κυβερνήσεων.

Ἡ Συμφωνία ἀκολούθως θὰ ἰσχύσῃ μεταξὺ τῶν εἰρημένων Κυβερνήσεων καὶ οἱασδήποτε ἄλλης ἡ ὁποία θὰ τὴν ὑπέγραφε μεταγενεστέρως.

Ἄρθρον 2.

Ὑπογραφή.

Ἡ ὑπογραφὴ ὑπὸ ἑκάστης συμβαλλομένης Κυβερνήσεως θὰ θεωρηθῇ ὡς συνεπαγομένη τὴν ἐπέκτασιν τοῦ ἀποτελέσματος τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐπὶ τῶν ἀποικιῶν της, τῶν ὑπερποντίων ἐδαφῶν της καὶ τῶν ἐδαφῶν ὑπὸ τὴν

πρυστασίαν της ἢ τὴν ἐπικυριαρχίαν της, ἢ ἐπὶ τῶν ὁποίων ἀσκεῖ νῦν ἐντολήν.

Ἐφ' ᾧ οἱ ὑπογραφόμενοι δεόντως ἐξουσιοδοτούμενοι ἀπὸ τὰς ἀντοιστοίχους Κυβερνήσεις των, ὑπέγραψαν εἰς Παρισίους τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν, εἰς γλῶσσαν ἀγγλικὴν καὶ γαλλικήν, τῶν δύο κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν, εἰς ἓν μόνον ἀντίτυπον τὸ ὁποῖον θὰ κατατεθῇ εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, ἡ ὁποία Κυβέρνησις θὰ παραδώσῃ κεχωρισμένον ἀντίγραφον τοῦ κειμένου τούτου εἰς ἑκάστην τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων.

14 Μαρτίου 1946	Διὰ τὴν Ἀλβανίαν KAHREMAN YLLI
14 Ἰανουαρίου 1946	Διὰ τὰς Ἡνωμένας Πολιτείας τῆς Ἀμερικῆς JEFFERSON CAFFERY
25 Φεβρουαρίου 1946	Διὰ τὴν Αὐστραλίαν W. R. HODGSON
14 Ἰανουαρίου 1946	Διὰ τὸ Βέλγιον GUILLAUME
30 Ἰανουαρίου 1946	Διὰ τὸν Καναδᾶ GEORGE P. VANIER
20 Φεβρουαρίου 1946	Διὰ τὴν Δανίαν J. C. W. KRUSE
8 Μαρτίου 1946	Διὰ τὴν Αἴγυπτον FAHKRY - PACHA
14 Ἰανουαρίου 1946	Διὰ τὴν Γαλλίαν BIDAULT
14 Ἰανουαρίου 1946	Διὰ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας. DUFF COOPER
24 Ἰανουαρίου 1946	Διὰ τὴν Ἑλλάδα P. A. ARGYROPOULO
25 Φεβρουαρίου 1946	Διὰ τὰς Ἰνδίας P. CHAUDHURI

Αἱ ὑπογραφαὶ αὗται ἐπιτίθενται ἀπὸ συμφώνου μετὰ τοῦ Ἐκπροσώπου τῆς Αὐτοῦ Βρεττανικῆς Μεγαλειότητος, ὅστις ἀσκεῖ τὰ δικαιώματα τοῦ Στέμματος εἰς τὰς μεταξὺ τούτου καὶ τῶν Ἰνδικῶν Κρατῶν σχέσεις.

14 Ἰανουαρίου 1946	Διὰ τὸ Λουξεμβοῦργον A. FUNCK
6 Φεβρουαρίου 1946	Διὰ τὴν Νορβηγίαν LUDWIC AUBERT
20 Φεβρουαρίου 1946	Διὰ τὴν Νέαν Ζηλλανδίαν W. CLINKARD
14 Ἰανουαρίου 1946	Διὰ τὰς Κάτω Χώρας E. STAR - BUSMANN
27 Φερβουαρίου 1946	Διὰ τὴν Τσεχοσλοβακίαν JNDRICH NOSEK
28 Φεβρουαρίου 1946	Διὰ τὴν Νιοτιοαφρικανικὴν Ἕνωσιν DUFF COOPER
4 Φεβρουαρίου 1946	Διὰ τὴν Γιουγκοσλαυΐαν MARCO RISTIC

ΟΜΟΦΩΝΟΙ ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ ΤΗΣ ΔΙΑΣΚΕΨΕΩΣ

Ἡ Διάσκεψις συμφωνεῖ ἐπίσης ὁμοφώνως νὰ περιλάβῃ τὰς ἀκολούθους ἀποφάσεις εἰς τὴν Τελικὴν Πρᾶξιν.

1. Γερμανικαὶ περιουσίαι εἰς οὐδετέρας χώρας.

Ἡ Διάσκεψις ἀποφασίζει ὁμοφώνως ὅτι ὅλα τὰ κατάλληλα μέτρα θὰ ληφθοῦν ὅπως ἀναγνωρίσουν αἱ χῶραι, αἵτινες παρέμειναν οὐδέτεραι, κατὰ τὸν πόλεμον ἐναντίον τῆς Γερμανίας τὸ βάσιμον τῶν ἀπόψεων δικαιοσύνης καὶ διεθνοῦς ἀσφαλείας ἐκ τῶν ὁποίων ἀπορρέουν αἱ προσπάθειαι τὰς ὁποίας καταβάλλουν αἱ Δυνάμεις αἱ ἀσκοῦσαι τὴν ἀνωτάτην ἐξουσίαν ἐν Γερμανίᾳ καὶ αἱ ἄλλαι Δυνάμεις αἱ συμμετέχουσαι εἰς τὴν παροῦσαν Διάσκεψιν, διὰ νὰ ἀπομακρύνουν τὰς γερμανικὰς περιουσίας ἀπὸ τὰς οὐδετέρας χώρας.

2. Χρυσὸς μεταφερθεὶς εἰς τὰς οὐδετέρας χώρας.

Ἡ Διάσκεψις ἀποφασίζει ὁμοφώνως ὅτι, συμφώνως πρὸς τὰς κατευθύνσεις τὰς διατυπωθείσας εἰς τὴν Δήλωσιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τῆς 5ης Ἰανουαρίου 1943 ἐναντίον τῶν πράξεων ἁρπαγῆς τῶν διαπραχθεισῶν ὑπὸ τοῦ Ἄξονος καὶ εἰς τὴν Δήλωσιν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τῆς 22ας Φεβρουαρίου 1944 περὶ τοῦ χρυσοῦ, πρέπει νὰ ληφθοῦν μέτρα ὅπως αἱ χῶραι αἵτινες παρέμειναν οὐδέτεραι κατὰ τὸν πόλεμον ἐναντίον τῆς Γερμανίας καταστήσουν διαθέσιμον, πρὸς κατανομὴν συμφώνως πρὸς τὸ Μέρος ΙΙΙ τῆς ἀνωτέρω Συμφωνίας, ἅπαντα τὸν χρυσὸν τὸν γενόμενον ἀντικείμενον ἁρπαγῆς καὶ μεταφερθέντα ἐκ Γερμανίας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των.

3. Ἰσότης μεταχειρίσεως διὰ τὴν ἀποζημίωσιν τῶν πολεμικῶν ζημιῶν.

Ἡ Διάσκεψις ὁμοφώνως ἀποφασίζει ὅτι, ὅσον ἀφορᾷ τὴν χορήγησιν ἀποζημιώσεων ἢ ἐπανορθώσεων διὰ σκοποὺς ἀνοικοδομήσεως διὰ ζημίας πολέμου ἐπενεχθείσας εἰς εἴδη, ἡ μεταχείρισις τὴν ὁποίαν ἑκάστη ὑπογράφουσα Κυβέρνησις παρέχει εἰς φυσικὰ πρόσωπα ὑπηκόους ἄλλης ὑπογραφούσης Κυβερνήσεως, ἢ εἰς νομικὰ πρόσωπα ἐξαρτώμενα ἐξ ἄλλης ὑπογραφούσης Κυβερνήσεως, ἢ ἀνήκοντα εἰς ὑπηκόους ἄλλης ὑπογραφούσης Κυβερνήσεως—ἐφ' ὅσον τὰ φυσικὰ αὐτὰ ἢ νομικὰ πρόσωπα δὲν ἀπεζημιώθησαν μετὰ τὸν παρόντα πόλεμον διὰ τὰ αὐτὰ εἴδη ὑπὸ ἄλλην μορφὴν ἢ εἰς ἄλλην εὐκαιρίαν—δὲν θὰ εἶναι κατ' ἀρχὴν ὀλιγώτερον εὐνοϊκὴ τῆς μεταχειρίσεως ἣν παρέχει εἰς τοὺς ἰδίους αὐτῆς ὑπηκόους. Λόγῳ τοῦ ὅτι ἡ ἀρχὴ αὕτη θίγει πλῆθος εἰδικῶν προβλημάτων ἀμοιβαιότητος, ἀναγνωρίζεται, ὅτι, εἰς ὡρισμένας περιπτώσεις, ἡ πρακτικὴ ἐφαρμογὴ τῆς ἀρχῆς ταύτης δὲν δύναται νὰ ἐξασφαλισθῇ εἰμὴ δι' εἰδικῶν συμφωνιῶν μεταξὺ τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων.

ΠΑΡΑΠΟΜΠΗ ΕΙΣ ΤΟ ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΤΗΣ ΤΕΛΙΚΗΣ ΠΡΑΞΕΩΣ

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως ὡρισμένοι ἀντιπρόσωποι προέβησαν εἰς δηλώσεις, κατὰ τὰ διατυπούμενα ἐν τῷ συνημμένῳ παραρτήματι, ὅσον ἀφορᾷ ζητήματα τὰ ὁποῖα δὲν ὑπάγονται εἰς τὴν ἁρμοδιότητα τῆς Διασκέψεως, ἀλλὰ τὰ ὁποῖα εὑρίσκονται ἐν στενῷ συσχετισμῷ μὲ τὰς ἐργασίας της. Οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν ὁποίων αἱ Κυβερνήσεις ἀντιπροσωπεύονται εἰς τὸ Συμβούλιον Ἐλέγχου ἐν Γερμανίᾳ ἀνέλαβον νὰ φέρουν τὰς δηλώσεις ταύτας εἰς γνῶσιν τῶν Κυβερνήσεών των.

Ἐφ' ᾧ οἱ ὑπογεγραμμένοι ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν τελικὴν Πρᾶξιν τῆς Διασκέψεως τῶν Παρισίων ἐπὶ τῶν Ἐπανορθώσεων.

Ἐγένετο ἐν Παρισίοις τῇ 21ῃ Δεκεμβρίου 1945, ἐν τῇ ἀγγλικῇ καὶ γαλλικῇ γλώσσῃ, τῶν δύο κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν, εἰς ἓν μοναδικὸν ἀντίτυπον τὸ ὁποῖον θὰ διαφυλαχθῇ εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, ἡ ὁποία Κυβέρνησις θὰ παραδώσῃ ἀκριβὲς ἀντίγραφον τοῦ κειμένου αὐτοῦ εἰς ἑκάστην τῶν ἀντιπροσωπευθεισῶν εἰς τὴν Διάσκεψιν ταύτην Κυβερνήσεων.

(Ἕπονται αἱ ὑπογραφαὶ τῶν Ἀντιπροσώπων)

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

1. Ἀπόφασις ἐν σχέσει μὲ τὰς ἀποδόσεις.

Οἱ Ἀντιπρόσωποι τῆς Ἀλβανίας, τοῦ Βελγίου, τῆς Δανίας, τῆς Γαλλίας, τῆς Ἑλλάδος, τῶν Ἰνδιῶν, τοῦ Λουξεμβούργου, τῶν Κάτω Χωρῶν, τῆς Τσεχοσλοβακίας, τῆς Γιουγκοσλαυΐας εἶναι σύμφωνοι ὅπως δεχθοῦν ὅτι αἱ ἐνέργειαι εἰς ἃς θὰ προβοῦν ὅσον ἀφορᾷ τὰς ἀποδόσεις βασίζονται εἰς τὰς ἀκολούθους ἀρχάς.

α) Τὸ ζήτημα τῆς ἀποδόσεως τῶν εἰδῶν τῶν ἀναληφθέντων ὑπὸ τῶν Γερμανῶν εἰς τὰς συμμαχικὰς χώρας πρέ-

πει νὰ ἐξετασθῇ εἰς πᾶσαν περίπτωσιν βάσει τῆς Δηλώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τῆς 5ης Ἰανουαρίου 1943,

β) γενικῶς, αἱ ἀποδόσεις θὰ περιορισθοῦν εἰς τὰ δυνάμενα νὰ ἀναγνωρισθοῦν εἴδη τὰ ὁποῖα (1) ὑπῆρχον κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐνάρξεως τῆς κατοχῆς τῆς ἐν λόγῳ χώρας, καὶ τὰ ὁποῖα ἀφηρέθησαν κατόπιν πληρωμῆς ἢ ἄνω πληρωμῆς (ΙΙ) παρήχθησαν κατὰ τὴν κατοχὴν καὶ ἀφηρέθησαν διὰ πράξεως βίας,

γ) εἰς τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς τὰ ἀφαιρεθέντα ὑπὸ τοῦ ἐχθροῦ εἴδη δὲν δύνανται ν' ἀναγνωρισθοῦν, ἡ αἴτησις περὶ ἀντικαταστάσεώς των θὰ περιληφθῇ εἰς τὴν γενικὴν αἴτησιν τὴν διατυπουμένην ὑπὸ τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας ὡς πρὸς τὰς ἐπανορθώσεις,

δ) διὰ παρεκκλίσεως ἀπὸ τὰς ἀνωτέρω ἀρχὰς τὰ ἀντικείμενα (συμπεριλαμβανομένων τῶν βιβλίων, χειρογράφων καὶ ἐγγράφων) καλλιτεχνικοῦ ἱστορικοῦ ἐπιστημονικοῦ (ἐξαιρουμένων τῶν ἀντικειμένων βιομηχανικοῦ χαρακτῆρος) παιδαγωγικοῦ ἢ θρησκευτικοῦ χαρακτῆρος, τὰ ὁποῖα ἡρπάγησαν ὑπὸ τῆς κατεχούσης ἐχθρικῆς δυνάμεως, θὰ ἀντικατασταθοῦν καθ' ὃ μέτρον θὰ καταστῇ δυνατὸν ὑπὸ ἀντιστοίχων ἀντικειμένων, ἐφ' ὅσον δὲν ἔχουν ἀποδοθῇ,

ε) διὰ τὴν ἀπόδοσιν τῶν παραχθέντων κατὰ τὴν κατοχὴν ἀντικειμένων τὰ ὁποῖα ἡρπάγησαν καὶ τὰ ὁποῖα θὰ εὑρίσκωνται ἐνδεχομένως εἰς χεῖρας γερμανικῶν ὀργανισμῶν ἢ κατοίκων τῆς Γερμανίας, ἡ ἀπόδειξις τῆς προελεύσεώς των θὰ βαρύνῃ τοὺς αἰτοῦντας καὶ ἡ ἀπόδειξις ὅτι ἡ κτῆσις των βασίζεται ἐπὶ κανονικοῦ συμβολαίου θὰ βαρύνῃ τοὺς κατέχοντας,

στ) πᾶσα ἀναγκαία εὐκολία θὰ δοθῇ ὑπὸ τὴν αἰγίδα τῶν Διοικητῶν τῶν ζωνῶν κατοχῆς, διὰ τὴν ἀποστολὴν εἰς Γερμανίαν ὑπὸ τῶν συμμαχικῶν Κρατῶν ἀποστολῶν ἐμπειρογνωμόνων ἐπιφορτισμένων ν' ἀναζητήσουν, ν' ἀναγνωρίσουν, ν' ἀποθηκεύσουν καὶ νὰ μεταφέρουν εἰς τὰς χώρας προελεύσεώς των εἴδη τὰ ὁποῖα ἐγένοντο ἀντικείμενα ἁρπαγῶν.

ζ) οἱ Γερμανοὶ κάτοχοι εἰδῶν τὰ ὁποῖα ἀπετέλεσαν ἀντικείμενα ἁρπαγῆς θὰ πρέπῃ ὑποχρεωτικῶς νὰ τὰ δηλώσουν εἰς τὰς ἀρχὰς ἐλέγχου, τιμωρούμενοι ἄλλως, ὑπὸ αὐστηρῶν κυρώσεων.

2. Ἀπόφασις ἐπὶ τῶν Ἐπανορθώσεων τῶν προερχομένων ἐκ τῆς τρεχούσης παραγωγῆς καὶ τῶν ὑπαρχόντων ἀποθεμάτων.

Οἱ Ἀντιπρόσωποι τῆς Ἀλβανίας, τοῦ Βελγίου, τῆς Δανίας, τῆς Αἰγύπτου, τῆς Γαλλίας, τῆς Ἑλλάδος, τῶν Ἰνδιῶν, τοῦ Λουξεμβούργου, τῆς Νορβηγίας, τῶν Κάτω Χωρῶν, τῆς Τσεχοσλοβακίας, τῆς Γιουγκοσλαυΐας, ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὴν ἀπόφασιν τῆς Διασκέψεως τῆς Κριμαίας, ἥτις προβλέπει ὅτι ἡ Γερμανία θὰ πρέπει νὰ ἀποζημιώσῃ κατὰ τὸ δυνατὸν πληρέστερον τὰς ἀπωλείας καὶ τὰ δεινοπαθήματα τὰ ὁποῖα ἐπροξένησεν εἰς τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη.

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν ὅτι, αἱ ποικίλαι ἀνάγκαι τῶν Κυβερνήσεων αἱ ὁποῖαι δικαιοῦνται ἐπανορθώσεων, δὲν θὰ δυνηθοῦν νὰ ἱκανοποιηθοῦν ἐὰν τὰ πρὸς κατανομὴν ἀντικείμενα δὲν εἶναι ἀρκούντως ποικίλα καὶ αἱ μέθοδοι τῆς διανομῆς ἀρκούντως ἐλαστικαί.

Ἐκφράζουν τὴν εὐχὴν ὅπως οὐδεμία ἐκ τῶν κατηγοριῶν οἰκονομικῶν πόρων τῶν ὑπερβαινουσῶν τὰς ἀνάγκας τῆς Γερμανίας, ὡς καθωρίσθησαν εἰς τὸ ἄρθρον 15 τοῦ Μέρους ΙΙΙ τῶν Δηλώσεων τοῦ Πότσδαμ, καὶ λαμβανομένου ὑπ' ὄψιν τοῦ ἄρθρου 19 τοῦ ἰδίου Μέρους, παραλειφθῇ κατ' ἀρχὴν ἀπὸ τὰ εἴδη τῶν ὁποίων τὸ σύνολον θὰ χρησεμεύσῃ ὅπως ἱκανοποιήσῃ τὰς λόγῳ ἐπανορθώσεων διεκδικήσεις τῶν ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων.

Οὕτω ὡρισμέναι εἰδικαὶ ἀνάγκαι διαφόρων χωρῶν δὲν θὰ δυνηθοῦν νὰ ἱκανοποιηθοῦν ἄνευ προσφυγῆς ἰδίως εἰς τὰ ὑπάρχοντα ἀποθέματα, εἰς τὴν τρέχουσαν παραγωγὴν καὶ εἰς ὑπηρεσίας παρεχομένας ὑπὸ τῆς Γερμανίας, ὡς ἐπίσης καὶ εἰς τὰς ἀντιπαροχὰς τῆς Σοβιετικῆς Ἑνώσεως συμφώνως πρὸς τὸ Μέρος ΙΓ τῆς Δηλώσεως τοῦ Πότσδαμ.

Ἐννοεῖται ὅτι διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τοῦ σκοποῦ αὐτοῦ, δὲν πρέπει νὰ θιγῇ ἡ ἀνάγκη τοῦ οἰκονομικοῦ ἀφοπλισμοῦ τῆς Γερμανίας.

Αἱ ἀνωτέρω ἀντιπροσωπεῖαι θὰ εἰσηγοῦνται ὅθεν ἐπωφελὲς ὅπως τὸ Συμβούλιον Ἐλέγχου καταστήσῃ γνωστοὺς εἰς τὸν Διασυμμαχικὸν Ὀργανισμὸν Ἐπανορθώρσεων τοὺς πίνακας τῶν ὑπαρχόντων ἀποθεμάτων, τῶν εἰδῶν τῆς τρεχούσης παραγωγῆς καὶ τῶν ὑπηρεσιῶν, ἐφ' ὅσον βαθμηδὸν τὰ ἀποθέματα, τὰ εἴδη, ἢ αἱ ὑπηρεσίαι αὗται θὰ καθίστανται διαθέσιμα χάριν τῶν ἐπανορθώσεων. Ὁ Ὀργανισμὸς θὰ πρέπῃ νὰ εἶναι ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν εἰς θέσιν νὰ γνωστοποιῇ εἰς τὸ Συμβούλιον τὰς εἰδικὰς ἀνάγκας τῶν διαφόρων ὑπογραφουσῶν Κυβερνήσεων.

3. Ἀπόφασις σχετικὴ μὲ τὰ περιουσιακὰ στοιχεῖα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ τῶν ὑπηκόων τῶν ἐν Γερμανίᾳ.

Οἱ Ἀντιπρόσωποι τῆς Ἀλβανίας, τοῦ Βελγίου, τῆς Γαλλίας, τῆς Ἑλλάδος, τοῦ Λουξεμβούργου, τῆς Νορβηγίας, τῶν Κάτω Χωρῶν, τῆς Τσεχοσλοβακίας καὶ τῆς Γιουγκοσλαυΐας, ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὸ γεγονὸς ὅτι τὸ βάρος τῶν ἐπανορθώσεων πρέπει νὰ πέσῃ ἐπὶ τοῦ γερμανικοῦ λαοῦ.

Συνιστοῦν ὅπως οἱ ἀκόλουθοι κανόνες τηρηθοῦν ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐπιδίκασιν αἰτίᾳ ἐπανορθώσεων εἰδῶν εὑρισκομένων ἐν Γερμανίᾳ ἄλλων πλὴν τῶν σκαφῶν.

α) Ἵνα καθορισθῇ τὸ κλάσμα τοῦ γερμανικοῦ ὑλικοῦ τοῦ διαθεσίμου διὰ τὰς ἐπανορθώσεις, θὰ ληφθῇ ὑπ' ὄψιν τὸ σύνολον τῶν περιουσιακῶν στοιχείων τὰ ὁποῖα ἀποτελοῦν σήμερον τιμῆμα τῆς γερμανικῆς οἰκονομίας, περιλαμβανομένων καὶ τῶν περιουσιῶν τῶν ἀνηκουσῶν εἰς ἓν Ἡνωμένον Ἔθνος ἢ εἰς ἕνα ἐκ τῶν ὑπηκόων του, ἀλλὰ μὴ περιλαμβανομένων τῶν εἰδῶν τὰ ὁποῖα κατέστησαν ἀντικείμενον ἁρπαγῆς καὶ τὰ ὁποῖα πρέπει νὰ ἀποδοθοῦν.

β) Γενικῶς, αἱ περιουσίαι αἱ νομίμως ἀνήκουσαι εἰς ἓν Ἡνωμένον Ἔθνος ἢ εἰς τοὺς ὑπηκόους του, εἴτε ἐν τῷ συνόλῳ των, εἴτε ὑπὸ μορφὴν συμμετοχῆς ἄνω τῶν 48 ο)ο, δὲν θὰ συμπεριληφθοῦν, κατὰ τὸ δυνατόν, εἰς τὸ κλάσμα τῶν ἀγαθῶν τῆς γερμανικῆς οἰκονομίας, τῶν θεωρουμένων ὡς διαθεσίμων διὰ τὰς ἐπανορθώσεις.

γ) Τὸ Συμβούλιον Ἐλέγχου θὰ καθορίσῃ τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς συμμετοχαὶ μικραὶ ἀνήκουσαι εἰς ἓν Ἡνωμένον Ἔθνος ἢ εἰς ὑπηκόους του θὰ τύχουν μεταχειρίσεως ὡς ἀποτελοῦσαι τιμῆμα τῆς περιουσίας γερμανικοῦ νομικοῦ προσώπου, καὶ θὰ ἀκολουθήσουν τὴν τύχην τοῦ νομικοῦ αὐτοῦ προσώπου.

δ) Αἱ προηγούμεναι διατάξεις δὲν κωλύουν τὴν ἀφαίρεσιν ἢ καταστροφὴν διὰ λόγους ἀσφαλείας ἐγκαταστάσεων ἐλεγχομένων ὑπὸ συμφερόντων ἑνὸς Ἡνωμένου Ἔθνους ἢ τῶν ὑπηκόων του.

ε) Εἰς τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς περιουσίαι ἀνήκουσαι νομίμως εἰς ἓν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ εἰς τοὺς ὑπηκόους του θὰ εἶχον ἐπιδικασθῇ αἰτίᾳ ἐπανορθώσεων, ἢ καταστραφῇ καὶ κυρίως εἰς τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῶν ἀνωτέρω παραγράφων β, γ καὶ δ περιπτώσεις, μία δικαία ἀποζημίωσις εἰς βάρος τῆς γερμανικῆς οἰκονομίας θὰ χορηγηθῇ ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ἐλέγχου εἰς τὸ ἐνδιαφερόμενον Ἡνωμένον Ἔθνος μέχρι τῆς συνολικῆς ἀξίας τῶν ἐν λόγῳ περιουσιῶν. Ἡ ἀποζημίωσις αὕτη θὰ χορηγηθῇ κατὰ τὸ δυνατόν, ὑπὸ μορφὴν μιᾶς ἰσοπόσου συμμετοχῆς εἰς γερμανικὰ ἐνεργητικὰ κεφάλαια φύσεως παρομοίας τὰ ὁποῖα δὲν διενεμήθησαν ὡς ἐπανορθώσεις.

στ) Ἵνα ἐξασφαλισθῇ ὅτι αἱ ἐν Γερμανίᾳ περιουσίαι τῶν συνεργασθέντων μετὰ τοῦ ἐχθροῦ καὶ τῶν προδοτῶν τῶν δεδηλωμένων ὡς τοιούτων ὑπὸ ἑνὸς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν θὰ ἀφαιρεθοῦν ἀπὸ αὐτούς, τὸ Συμβούλιον Ἐλέγχου θὰ καταστήσῃ ἐκτελεστὰς ἐν Γερμανίᾳ τὰς νομοθετικὰς διατάξεις καὶ τὰς ἀποφάσεις τῶν Δικαστηρίων τῶν ἐνδιαφερομένων Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἐν σχέσει πρὸς τοὺς συνεργασθέντας καὶ τοὺς προδότας οἱ ὁποῖοι τυγχάνουν ὑπήκοοι τῶν Ἡνωμένων αὐτῶν Ἐθνῶν, ἢ ὑπῆρξαν ὑπήκοοι τῶν Ἡνωμένων αὐτῶν Ἐθνῶν κατὰ τὸν χρόνον τῆς προσαρτήσεως ἢ τῆς καταλήψεως ὑπὸ τῆς Γερμανίας τῶν εἰρημένων Ἐθνῶν, ἢ τῆς εἰσόδου των εἰς τὸν πόλεμον. Τὸ Συμ-

Συμβούλιον Ἐλέγχου θὰ διευκολύνῃ τὰ ἐν λόγῳ Ἡνωμένα Ἔθνη εἰς τὸ νὰ λάβουν ὑπὸ τὴν κατοχήν των καὶ νὰ μεταβιβάσουν τὰ δικαιώματα ἐπὶ τοιούτων περιουσιῶν.

4. Ἀπόφασις περὶ τοῦ κυριευθέντος πολεμικοῦ ὑλικοῦ.

Οἱ Ἀντιπρόσωποι τῆς Ἀλβανίας, τοῦ Βελγίου, τῆς Δανίας, τοῦ Λουξεμβούργου, τῆς Νορβηγίας, τῶν Κάτω Χωρῶν, τῆς Τσεχοσλοβακίας καὶ τῆς Γιουγκοσλαυΐας,

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὸ γεγονὸς ὅτι μέρος τοῦ πολεμικοῦ ὑλικοῦ τοῦ κυριευθέντος ὑπὸ τῶν Συμμαχικῶν Στρατευμάτων ἐν Γερμανίᾳ εἶναι ἄχρηστον εἰς τὰς στρατιὰς αὐτάς, ἀλλὰ θὰ ἠδύνατο ἀντιθέτως νὰ χρησιμεύσῃ εἰς ἄλλας συμμάχους χώρας.

Συνιστοῦν :

α) Ὅπως, ὑπὸ ἐπιφύλαξιν τῆς ἀποφάσεως 1 τοῦ παρόντος Παραρτήματος τῆς ἀφορώσης τὰς ἀποδόσεις, τὸ πολεμικὸν ὑλικὸν τὸ κυριευθὲν εἰς τὰς δυτικὰς ζώνας τῆς Γερμανίας καὶ τὸ ὁποῖον δὲν ἐχρησιμοποιήθη μέχρι τοῦδε, ἢ δὲν κατεστράφη ὡς ἄνευ ἀξίας, καὶ τὸ ὁποῖον δὲν εἶναι ἀναγκαῖον εἰς τὰς Δυνάμεις Κατοχῆς ἢ ὑπερβαίνει τὰς ἀνάγκας αὐτῶν, τεθῇ εἰς τὴν διάθεσιν τῶν χωρῶν τῶν δικαιουμένων εἰς ἐπανορθώσεις ἐκ τῶν δυτικῶν ζωνῶν τῆς Γερμανίας.

β) ὅπως αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαί, ἀφοῦ προκαθορίσουν τὰς κατηγορίας καὶ τὰς ποσότητας τοῦ διαθεσίμου τούτου ὑλικοῦ, διαβιβάσουν σχετικοὺς καταλόγους εἰς τὸν Διασυμμαχικὸν Ὀργανισμὸν Ἐπανορθώσεων ὁ ὁποῖος θὰ προβῇ εἰς ἐνεργείας ὡς πρὸς αὐτὰς συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Μέρους ΙΙ τῆς ἀνωτέρω Συμφωνίας.

5. Ἀπόφασις σχετικὴ μὲ τὰς γερμανικὰς περιουσίας τὰς εὑρισκομένας ἐν τῇ συνοριακῇ Ἰουλιανῇ Ἐπαρχίᾳ καὶ ἐν τῇ Δωδεκανήσῳ.

Οἱ Ἀντιπρόσωποι τῆς Ἑλλάδος, τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου καὶ τῆς Γιουγκοσλαυΐας (ὡς ἀντιπρόσωποι τῶν κυρίως ἐνδιαφερομένων χωρῶν) συμφωνοῦν ὅτι :

α) Αἱ γερμανικαὶ περιουσίαι αἱ εὑρισκόμεναι ἐν τῇ Ἰουλιανῇ Βενετίᾳ (Συνοριακῇ Ἰουλιανῇ Ἐπαρχίᾳ) καὶ ἐν τῇ Δωδεκανήσῳ θὰ τεθοῦν ὑπὸ τὴν φύλαξιν τῶν στρατιωτικῶν ἀρχῶν κατοχῆς εἰς τὰ τμήματα τῶν ἐδαφῶν αὐτῶν τὰ ὁποῖα κατέχονται ἀντιστοίχως ἀπὸ τὰς Ἀρχὰς αὐτὰς ἐπὶ τοῦ παρόντος, ἕως ὅτου ληφθῇ ἀπόφασις ἐν σχέσει μὲ τὰ ἐδαφικὰ ζητήματα.

β) Μόλις ληφθῇ ἀπόφασις ἐν σχέσει μὲ τὰ ἐδαφικὰ ζητήματα, αἱ χῶραι αἱ ὁποῖαι θὰ ἀναγνωρισθοῦν ὡς κυρίαρχοι ἐπὶ τῶν ἀμφισβητουμένων ἐδαφῶν θὰ ἀναλάβουν νὰ ἐκκαθαρίσουν τὰς ἐν προκειμένῳ περιουσίας, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 6, Α τοῦ Μέρους Ι τῆς ἀνωτέρω Συμφωνίας.

6. Ἀπόφασις ἐπὶ τῶν δαπανῶν τῶν σχετικῶν μὲ τὴν παράδοσιν τῶν ἀγαθῶν λόγῳ ἐπανορθώσεων.

Οἱ Ἀντιπρόσωποι τῆς Ἀλβανίας, τῆς Αὐστραλίας, τοῦ Βελγίου, τοῦ Καναδᾶ, τῆς Δανίας, τῆς Αἰγύπτου, τῆς Γαλλίας, τῆς Ἑλλάδος, τῶν Ἰνδιῶν, τοῦ Λουξεμβούργου, τῆς Νορβηγίας, τῆς Νέας Ζηλανδίας, τῶν Κάτω Χωρῶν, τῆς Τσεχοσλοβακίας καὶ τῆς Γιουγκοσλαυΐας συνιστοῦν ὅπως αἱ δαπάναι διαλύσεως, συσκευασίας, μεταφορᾶς, ἐπιμελείας, φορτώσεως καὶ οἱαδήποτε ἄλλη δαπάνη γενικῶς ἀφορῶσα τὰ ὑπὸ τῆς Γερμανίας παραδοτέα εἴδη λόγῳ ἐπανορθώσεων μέχρι τῆς στιγμῆς καθ' ἣν τὰ εἴδη ταῦτα διαβιοῦν τὰ γερμανικὰ σύνορα, ὡς ἐπίσης καὶ αἱ δαπάναι αἱ γενόμεναι ἐν Γερμανίᾳ διὰ λογαριασμὸν τοῦ Διασυμμαχικοῦ Ὀργανισμοῦ Ἐπανορθώσεων ἢ τῶν Ἀντιπροσώπων τοῦ Ὀργανισμοῦ ἐπιβαρύνουν τὴν γερμανικὴν οἰκονομίαν, ἐφ' ὅσον εἶναι καταβλητέαι εἰς νόμισμα κυκλοφοροῦν νομίμως ἐν Γερμανίᾳ.

7. Ἀπόφασις σχετικὴ μὲ τὰς περιουσίας τῶν ἐγκληματιῶν πολέμου.

Οἱ Ἀντιπρόσωποι τῆς Ἀλβανίας, τοῦ Βελγίου, τῆς Γαλλίας, τοῦ Λουξεμβούργου, τῆς Τσεχοσλοβακίας καὶ τῆς Γιουγκοσλαυΐας διατυπώνουν τὴν εὐχὴν ὅπως :

α) Ἡ ἐν Γερμανίᾳ ἐφαρμοστέα νομοθεσία περὶ ἐγκληματιῶν πολέμου προβλέψῃ, ἐὰν δὲν τὸ κάμῃ ἤδη, τὴν δήμευσιν τῶν περιουσιῶν τὰς ὁποίας οἱ ἐγκληματίαι αὐτοὶ κατέχουν ἐν Γερμανίᾳ.

β) Αἱ οὕτω δημευθεῖσαι περιουσίαι, ἐξαιρουμένων ἐκείνων αἱ ὁποῖαι θὰ ἦσαν ἤδη εἴτε διαθέσιμοι λόγῳ ἐπανορθώσεων, εἴτε ἀποδοτέαι, ἐκκαθαριστοῦν ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ἐλέγχου καὶ ὅπως τὸ καθαρὸν προϊὸν τῆς ἐκκαθαρίσεώς των καταβληθῇ εἰς τὸν Διασυμμαχικὸν Ὀργανισμὸν Ἐπανορθώσεων διὰ νὰ κατανεμηθῇ κατὰ τὰς ἀρχὰς τὰς καθοριζομένας ὑπὸ τῆς ἀνωτέρω Συμφωνίας.

8. Ἀπόφασις σχετικὴ μὲ τὴν προσφυγὴν εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον.

Οἱ Ἀντιπρόσωποι τῆς Ἀλβανίας, τῆς Αὐστραλίας, τοῦ Βελγίου, τῆς Δανίας, τῆς Γαλλίας, τοῦ Λουξεμβούργου, τῆς Νορβηγίας, τῶν Κάτω Χωρῶν, τῆς Τσεχοσλαβοκίας καὶ τῆς Γιουγκοσλαυΐας συνιστοῦν ὅπως :

Ὑπὸ ἐπιφύλαξιν τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ Μέρους Ι τῆς ἀνωτέρω Συμφωνίας, αἱ ὑπογράφουσαι Κυβερνήσεις ἀναλαμβάνουν ὅπως προσφύγουν εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον διὰ τὴν ἐπίλυσιν πάσης διαφορᾶς δικαίου ἢ ἁρμοδιότητος ἡ ὁποία θὰ ἐγείρετο ἐν σχέσει μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς ἀνωτέρω Συμφωνίας, καὶ ἡ ὁποία δὲν θὰ εἶχεν ὑποβληθῇ, κατόπιν συμφωνίας τῶν διαφωνούντων Μερῶν, εἰς φιλικὸν ἢ διαιτητικὸν διακανονισμόν.

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1956 ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

		Ἐσωτ.	Ἐξωτ.
1. Διὰ τὸ τεῦχος Α'	Δρχ.	250	350
2. » » » Β'	»	150	200
3. » » » Γ'	»	150	200
4. » » Παράρτημα	»	150	200
5. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	400	500
6. » » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ. Δ. κλπ.»	»	150	200
7. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	100	150
8. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	1.000	1.500

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ποσοστὸν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν ὡρίσθη ὡς ἑξῆς:

1. Διὰ τὸ τεῦχος Α'	Δραχ.	12,50
2. » » » Β'	»	7,50
3. » » » Γ'	»	7,50
4. » » Παράρτημα	»	7,50
5. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	20.—
6. » » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.»	»	7,50
7. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	5.—
8. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	50.—

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἑκάστου φύλλου, ἐξαιρέσει εἰδικῶν περιπτώσεων, τιμᾶται δραχ. 2.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

1. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	3.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	500
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων	»	300
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ.20)5)1939	»	100
6. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	1.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	300
8. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ ἀναβολῆς συγκλήσεως τῶν γενικῶν συνελεύσεων τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	150
9. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	100
10. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	500
11. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν	»	200
12. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	1.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης.

1. Τῶν Καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν Καταστατικῶν	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν Ἰσολογισμῶν	»	300

ΙΙ. Εἰς τὸ Παράρτημα:

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	100
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων	»	200

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5 ο)ο

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ἅτινα ἀποδίδουσι τοῦτο εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) ἐγκυκλίου διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΧΡ. ΤΡΥΦΩΝΑΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ